

Pierre Mauroy

Une vie socialiste



Une vie socialiste

Pierre Mauroy

Entretiens avec Michèle Cotta

Hommages de François Hollande,
Harlem Désir et Martine Aubry

Jean Jaurès Fondation



Une vie socialiste

Pierre Mauroy

Entretiens avec Michèle Cotta

Hommages de François Hollande,
Harlem Désir et Martine Aubry

Ces entretiens entre Michèle Cotta et Pierre Mauroy ont été produits et diffusés par France Culture dans le cadre de l'émission *A voix nue* du 21 au 25 septembre 2009. Il s'agit de cinq entretiens de trente minutes.

www.franceculture.fr

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| Préface | 5 |
| Henri Nallet | |
| Introduction | 9 |
| Michèle Cotta | |
| Entretiens | 11 |
| La jeunesse, l'entrée dans le socialisme | 11 |
| De Guy Mollet à François Mitterrand | 21 |
| Le pouvoir et la vie | 33 |
| Le départ du gouvernement et la nouvelle donne politique | 43 |
| Des responsabilités internationales | 53 |
| Hommages | 65 |
| Intervention de François Hollande, président de la République Cérémonie d'hommage national à Pierre Mauroy à l'Hôtel national des Invalides | 65 |
| Discours d'Harlem Désir, premier secrétaire du Parti socialiste Hommage du Parti socialiste à Pierre Mauroy au siège du Parti socialiste | 75 |
| Discours de Martine Aubry, maire de Lille, présidente de Lille Métropole Communauté urbaine Hommage à l'Hôtel de Ville de Lille | 85 |
| Son parcours | 99 |

PRÉFACE

Henri Nallet

Socialiste, naturellement. C'est ainsi que Pierre Mauroy définissait l'engagement de toute sa vie et la ligne de son action en faveur de la démocratie, de la liberté et du socialisme.

Fils d'instituteur, il avait grandi dans le Nord, parmi des ouvriers sidérurgistes soumis aux travaux les plus durs. Enfant, il avait vu l'enthousiasme suscité dans le peuple par le Front populaire, puis le désespoir des patriotes lors de la défaite de juin 1940. Tout juste bachelier, il s'était engagé du côté de la SFIO et des mouvements d'éducation populaire. Plus tard, il fut enfin l'artisan indispensable auprès de François Mitterrand de la construction du nouveau parti socialiste.

Premier des Premiers ministres de la gauche sous la V^e République, premier secrétaire du Parti socialiste, puis huit ans président de

l'Internationale socialiste, avant de devenir sénateur, il n'a jamais délaissé pour autant les mandats locaux, dans sa ville de Lille. Il disait souvent que la fonction de maire est celle qui procure le plus de satisfaction parce qu'elle est celle, plus que toute autre, qui repose « sur la confiance ».

Lorsqu'il avait créé la Fondation Jean-Jaurès, en 1992, sur le modèle des fondations allemandes, il avait à cœur de construire un espace qui, par les idées, les actes et la mémoire, se consacre tout entier aux combats qu'il avait menés en d'autres temps. Passeur d'espérance, il s'y est investi avec l'énergie et l'imagination qui le caractérisaient jusqu'à son décès le 7 juin 2013. Les textes qui suivent portent témoignage pour le militant, l'élu, l'homme d'Etat qui nous a quittés et dont nous pouvons aujourd'hui nous inspirer.

En septembre 2009, quand la journaliste Michèle Cotta a tendu son micro à Pierre Mauroy dans son bureau de la Fondation Jean-Jaurès, à Paris, c'est un militant socialiste de toujours qui s'est confié sur son parcours. Le temps de ces cinq entretiens programmés sur France Culture dans le cadre de l'émission *À voix nue*, Pierre Mauroy est revenu sur les grands événements qui ont marqué sa carrière politique. Nous les reprenons ici dans l'ordre de leur diffusion qui est aussi l'ordre de l'Histoire.

INTRODUCTION

Michèle Cotta

Pierre Mauroy n'aimait rien tant que la vieille Cité Malesherbes.¹ Après tout, c'est là qu'il avait en quelque sorte grandi, grim pant à vive allure les échelons de la hiérarchie du Parti socialiste, parfois en désaccord avec elle, comme pendant la guerre d'Algérie, toujours dans le souci d'apporter sa pierre à l'édifice commun, la social-démocratie.

« Social-démocratie », ce mot dont il ne rougissait pas, qui l'a vu, premier Premier ministre de la gauche revenue au pouvoir en France, finir sa carrière politique comme président de l'Internationale socialiste.

Lorsque je l'ai rencontré en 2009, il s'était depuis longtemps retiré de la vie publique nationale. C'est qu'il pensait en avoir fait le tour. Les luttes pour le pouvoir, l'exercice du pouvoir, les commissions des résolutions, les congrès déchirés, tout cela, c'était le passé. Restait Lille, et le soin qu'il portait à son embellissement quotidien, restait surtout le sort de la gauche. S'il ne voulait pas, ou plus, en être le leader, c'est vers l'avenir qu'il se tournait, en revenant, pour cette émission de France Culture et pour moi, sur sa vie.

Michèle Cotta est journaliste politique, actuellement éditorialiste au *Nouvel Economiste* et à Europe 1. Elle a été notamment PDG de Radio France, présidente de la Haute autorité de la communication audiovisuelle, et directrice générale de France 2. Son dernier ouvrage est *Le Rose et le Gris : Prélude au quinquennat de François Hollande* (Fayard, octobre 2012).

¹. Siège de la Fondation Jean-Jaurès depuis 1998, après avoir été notamment le siège de la SFIO puis du Parti socialiste jusqu'en 1975.

Derrière cette longue interview, on découvre, il me semble, Pierre Mauroy tel qu'il était. Croyant au poids des idées et au sens de l'Histoire. Déterminé, résolu, quand il pensait, comme souvent à Matignon, que le bien public était en cause. Prêt à céder la place, sans faire de bruit, s'il n'était pas en accord avec la ligne proposée, ce qui lui arriva en 1984.

Et puis il y avait aussi son attachement pour François Mitterrand. Peu de choses pourtant pouvaient apparemment lier les deux hommes, l'un si convaincu, depuis toujours socialiste, l'autre converti à cette cause qui n'avait pas toujours été la sienne. Et pourtant, jamais sans doute sous la V^e République, le couple exécutif, comme on dit, ne sera apparu plus solide ! Il faut dire que l'arrivée de la gauche au pouvoir après vingt-trois ans d'opposition avait de quoi alimenter leur enthousiasme commun. On l'a oublié depuis, et Pierre Mauroy aussi, qui évoque dans cette interview ses dix-huit mois d'état de grâce. En réalité, les choses furent moins faciles, la droite épouvantée par les barbares socialistes, la gauche toujours prête à se diviser, les patrons inquiets ou farouchement hostiles, les électeurs attendant tout, tout de suite. Au cours des cinq heures d'entretien avec Pierre Mauroy, on ne trouvera aucune trace d'auto-satisfaction. Trop modeste peut-être. On apprendra ici que sur les 110 propositions du candidat Mitterrand, Pierre Mauroy en a mis en œuvre 93, que sa décision – controversée par plusieurs ministres – de bloquer les salaires et les prix a stoppé l'inflation, et qu'il a imposé, face aux réalités du moment, la pause et le tournant de 1983.

Mais laissons parler Pierre Mauroy.

ENTRETIENS

La jeunesse, l'entrée dans le socialisme

Michèle Cotta. Pierre Mauroy, revenons sur la première partie de votre parcours : comment êtes-vous arrivé à vous engager en politique ? Et pourquoi à la SFIO ?

Pierre Mauroy. Je dirais que je me suis engagé naturellement, sans doute parce que j'ai grandi dans deux villages où les gens m'ont fortement impressionné : d'une part à Cartignies où je suis né, près d'Avesnes-sur-Helpe, la plus petite sous-préfecture du Nord, et d'autre part à Haussy. Celui-là, c'est le village de mon père. Il est situé dans le Valenciennois, une région très industrielle. Haussy, c'est un village ouvrier absolument extraordinaire. Mon père est directeur d'école. On s'installe là, à une période qui compte dans l'histoire de France, c'est 1936, le Front populaire. A Haussy, les ouvriers sont presque tous des gens des hauts fourneaux, des métallurgistes qui travaillent à Trith-Saint Léger.

Ils mènent donc une vie particulièrement dure...

Terrible. Le haut fourneau, c'est le feu. Quant aux hommes qui ne sont pas au feu, ils raccrochent les wagons qui arrivent de l'Est avec le minerai de fer pour alimenter les hauts fourneaux. Et avec le Front populaire, peu à peu, ce village prend un aspect inhabituel. D'abord, on commence par changer les plaques des rues, ce qui n'est pas si courant. Je vois apparaître des noms : Jean Jaurès, Léon Blum...

La municipalité est devenue socialiste.

On entrait dans une nouvelle période. Haussy, c'était à la fois le village de la douleur et le village de la joie. La douleur parce que la condition ouvrière y était malheureuse, quelquefois tragique, même. Mais la joie aussi parce que les ouvriers, surtout quand ils sont du Nord, ont une espèce de joie de vivre. Ils trouvaient toujours à mettre un peu de burlesque dans la vie de tous les jours... Je me souviens que tous les dimanches, une estrade était installée sur la place. Arrivait le député de la circonscription qui faisait un discours pour entraîner tout le monde. « On va vivre des jours extraordinaires ! A bas les réactionnaires, à bas, à bas... » A bas toutes les factions qui étaient dénoncées à ce moment-là, dont les Croix de Feu... Souvent le député était interrompu dans son discours par le curé qui venait pour les vêpres : il faisait sonner les cloches, il en rajoutait pour perturber le rassemblement qui s'était fait juste devant l'église. C'était presque l'Italie de Peppone, là ! Ensuite la musique commençait, le député se mettait en marche et nous tous, on suivait. On faisait le tour du village, on s'arrêtait devant la maison du maire : une aubade ! Puis devant la maison d'untel : une aubade encore ! Et puis

naturellement, le député s'arrêtait aussi devant tous les bistrotts et il y en avait beaucoup. Ça durait toute l'après-midi, dans une ambiance...

Mais vous étiez tout petit ?

J'avais sept, huit ans. Avec les garçons du village, on marchait devant la fanfare. Le secrétaire de section nous faisait lever le poing, on chantait l'Internationale qui revenait comme un leitmotiv. Tout était extraordinaire. Les gens étaient transfigurés par la victoire du Front populaire, ils l'attendaient depuis toujours ! Alors ils se donnaient à la joie, ils se donnaient au plaisir et ils espéraient. Ils attendaient les réformes et ce qu'allait leur apporter le Front populaire. J'ai gardé de cette période un souvenir fort parce que c'était un tel spectacle, ça a alimenté tellement de conversations, ça mettait en mouvement et en joie tellement de gens, y compris mes parents !

Mais avant votre adhésion au socialisme, il y a surtout eu la débâcle de 1940 que vous avez connue...

En effet... Autant j'ai été joyeux en 1936, autant j'ai été malheureux en 1940. D'abord, j'ai vu 1939, la drôle de guerre, des soldats sont venus cantonner dans le village. C'était la période des bobards : on entendait tout et n'importe quoi. Et puis un jour mon grand-père, qui habitait près de Cartignies, le village de ma mère, arrive en voiture : « Les Allemands sont tout près, à Avesnes-sur-Helpe, il faut partir sans attendre. Il faut préparer les enfants, vite ! On s'en va ! » On s'en va où ? Au Crotoy où habite la sœur de ma mère. De là, nous devons ensuite aller en

Bretagne. Nous étions déjà six enfants – je suis l'aîné –, on ne pouvait donc pas rentrer tous dans la voiture... Alors mon frère, mon père et moi, nous avons pris les vélos. Et nous voilà partis pour deux cents kilomètres jusqu'au Crotoy. Une belle distance pour des gosses, mais on a fait ça assez rapidement parce qu'on avait la frousse. Les Allemands étaient derrière nous, alors on pédalait, on pédalait, on pédalait comme des fous pour arriver le plus rapidement possible. Il y avait aussi tous ceux qui venaient de Belgique, on disait qu'il y avait des déserteurs parmi eux, on sentait un climat de méfiance sur les routes.

Et vous avez été marqué par ce que vous avez vu.

Un spectacle tragique. Les avions des Allemands piquaient sur la colonne de tous ces gens qui fuyaient. Le soir, à Abbeville, on couche dans le cinéma Palace, au milieu des soldats, sur de la paille, dans la poussière... A quatre heures du matin, donc très tôt, mon père nous réveille et nous dit que nous repartons, sans explication. « On s'en va. » Deux heures plus tard, il n'y avait plus de Palace, les avions l'avaient bombardé et il y a eu je ne sais combien de morts. Ce coup du destin nous a frappés, si bien que la route pour arriver au Crotoy, avec la fatigue, le choc, nous a paru longue. Mais enfin on y est arrivés, et j'ai vu la mer pour la première fois, si belle au milieu de ce désastre... Ça a été un éblouissement. Peu après ça, alors qu'on venait à peine de s'installer, il a été décidé qu'on ne resterait pas. Les Allemands étaient déjà sur la Somme, De Gaulle aussi, avec son unité blindée, alors il fallait passer d'urgence le dernier pont encore debout sur le fleuve... Cette fois, on s'est entassés dans la voiture, mais arrivés près du pont,

on a constaté que les Allemands étaient arrivés avant nous. On a fait demi-tour, on est repartis au Crotoy, et tout ça au milieu d'une pagaille, au milieu de scènes de découragement, d'un laisser-aller dans la parole des uns et des autres qui, franchement, m'ont vraiment profondément attristé. J'ai pensé « ce n'est pas possible, la République ne peut pas se laisser malmener comme ça... » Et j'ai toujours gardé en moi l'idée qu'il fallait un Etat, une République, qu'il fallait de l'ordre. Autrement, où est-ce qu'on va ?

Justement, en 1945, enfin sorti de la guerre, vous étiez tout jeune et vous avez adhéré aux Jeunesses socialistes. Au fond, c'est là qu'a commencé votre ascension à l'intérieur du Parti socialiste, mais est-ce que vous vouliez déjà faire de la politique comme un professionnel ?

Non, en 1945, je suis trop jeune pour avoir un engagement ou des fonctions significatives. Mais ça ne va pas tarder et naturellement, je suis déjà du côté de ceux qui se révoltent. De cet exode et de cette impression de pagaille, j'avais tiré l'idée qu'on était battus et que la France, de toute façon, ne pouvait pas gagner en 1940. On raconte tout ce qu'on veut de cette période, mais j'ai des souvenirs, moi, et je sais que les Français étaient satisfaits dans leur ensemble, finalement. Pour eux, quand Pétain a pris le pouvoir, cela signifiait que les prisonniers allaient revenir d'Allemagne. Il y avait comme un lâche soulagement, qui n'a sans doute pas duré mais qui a été pénible, pénible aussi à vivre, au milieu d'un dénigrement de toute nature. On cherchait les responsables : tantôt c'était les généraux, tantôt c'était le politique, tantôt c'était le

député du coin, tantôt c'était les juifs. Enfin bref... Alors à la Libération, j'ai de l'admiration pour ceux qui ont fait de la résistance, pour ceux qui sont revenus des camps de la mort, comme Eugène Thomas, l'éternel ministre des PTT de la Quatrième République, mais qui était aussi le représentant des déportés et qui avait été exemplaire au camp de Buchenwald. Je suis alors dans un village et dans une région où on est de gauche et où il y a beaucoup de socialistes, moins de communistes, parce que dans les familles, quand un enfant décide de devenir communiste, on dit encore : « Celui-là, il a mal tourné ! »

Vous aviez déjà fait votre choix.

Oui, je voulais aller à la SFIO, aux Jeunesses socialistes. J'avais seize ans. Et je l'annonce à mon père. A ce moment-là, il avait quitté Haussy, il enseignait à Cambrai. Il me dit : « Ecoute, Pierre, il ne faut pas adhérer tout de suite, il faut que tu aies ton bac d'abord. » Bon, j'ai mon bac et me voilà aux Jeunesses socialistes où c'est un peu la crise. Cette période était période d'effervescence. Immédiatement, on m'a bombardé secrétaire de la section de Cambrai. Et tout de suite, on m'a dit : « Tu devrais aller sur le plan fédéral. » Voilà, je suis donc allé à Lille. Le Parti socialiste me faisait découvrir ma géographie nordiste ! Et puis dans ces années-là, j'ai vécu plusieurs expériences, ce serait trop long de les raconter, mais une quand même : le congrès des Jeunesses socialistes à Roubaix. Je m'étais déjà fait distinguer dans le parti, si bien que ce jour-là, me voilà poussé, en particulier, par un représentant de Guy Mollet qui se disait : « Voilà un garçon du Nord, il sait ce qu'il veut. On devrait en faire un animateur des Jeunesses socialistes qu'il nous faut

reconstruire. » Et voilà comment j'ai été propulsé secrétaire national des Jeunesses socialistes en plein chantier de rénovation. Alors ça, ça me posait beaucoup de problèmes quand même. A l'époque, j'avais dix-sept, dix-huit ans. Je voulais devenir professeur d'histoire-géographie. Par conséquent, j'allais m'inscrire en fac. Ma vie était celle de quelqu'un qui va préparer ses licences et ensuite devenir professeur.

Alors vos plans ont changé.

Parce que tout à coup, je devais aller à Paris ! Je n'y étais allé qu'une fois, pour l'Exposition universelle de 1937, avec mes parents. Je me demande quoi faire. « C'est pas possible. Je ne peux pas à la fois être à la fac et au secrétariat national des Jeunesses socialistes ! » Je trouve une solution : je vais plutôt préparer un concours pour rentrer à l'école qui prépare à l'enseignement technique et qui, elle, se trouve à Paris. Par conséquent, je vais commencer ma première année pour être professeur d'histoire-géographie à Paris, et en même temps devenir le secrétaire national des Jeunesses socialistes.

Et vous voilà au 12 Cité Malesherbes... Pierre Mauroy, on passe rapidement sur votre ascension qui a été vraiment rapide, mais dites-moi, quelles étaient vos relations avec celui qui incarnait le Parti socialiste à l'époque, c'est-à-dire Guy Mollet ? Qui était-il pour vous ?

Guy Mollet, c'était le patron. Celui qui s'était imposé, à gauche, au Parti socialiste, en battant Daniel Meyer.

Donc, il restait un homme de gauche, malgré l'Algérie ?

Non, mais il s'était imposé avant, à la Libération. Ensuite il y a eu une espèce de déviance de sa ligne politique, et alors, en effet, l'Algérie. Mais à ce moment-là, ma vie avait déjà pris une tournure très engagée. J'étais devenu professeur, donc, et étant un professeur, mes collègues m'ont dit : « Il faut que tu nous représentes au syndicat. » Et au syndicat, la puissante Fédération de l'Education nationale, voilà qu'on me bombarde secrétaire national ! J'ai été très heureux de cette proposition venant des différents syndicalistes, mais en même temps je me suis dit « bon, je vais m'engager dans le syndicalisme, ça va être pour ma vie... Mais moi, je préfère faire de la politique. » Il faut souligner que dès mon arrivée à Paris, j'avais créé la Fédération nationale Léo-Lagrange, en 1951. Elle avait pris un départ fulgurant, presque incompréhensible. Partout on mettait des plaques à son nom, le stade Léo-Lagrange, la salle Léo-Lagrange, etc. Si bien qu'on a pensé que la Fédération nationale Léo-Lagrange était la propriétaire, l'animatrice de tous les stades, de tous ces lieux qui portaient le nom de Léo Lagrange. J'ai vécu des années extraordinaires.

Mais Guy Mollet était-il un personnage attirant pour vous à ce moment-là ?

Il l'a été pendant quelques années car il était vraiment le patron. Il avait une austérité en lui, mais aussi une démarche d'autorité. Il tenait véritablement le parti. Il se tenait dans ce bureau, Cité Malesherbes, imposant, et quand on devait le croiser, dans un couloir, on se demandait

quel comportement prendre. Parce que lui, ou bien il ne vous voyait pas, ou bien il ne vous lâchait qu'un mot lapidaire. Autrement dit, j'ai été ici pendant des années sans véritablement le côtoyer, en le craignant presque et, en tous les cas, en le respectant et en l'estimant.

Jusqu'à l'Algérie, donc.

Oui, parce que là, avec mon syndicat d'enseignants, on était sur des positions différentes. Nous étions la tendance autonome de la Fédération de l'Education nationale, qui était socialiste et qui ne voulait pas créer des ennuis au gouvernement et à Guy Mollet. Mais nous n'étions pas d'accord avec lui sur la question de l'Algérie. Je n'étais pas d'accord. D'autant plus que j'avais eu beaucoup d'adhésions de la part de Français qui habitaient l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, si bien que je suis devenu très adversaire de la politique algérienne du gouvernement de Guy Mollet. Je mettais une sourdine à mon opposition, mais je l'exprimais quand même. A partir de là, ma situation s'est dégradée dans la maison. Comme j'étais le secrétaire national des Jeunesses socialistes, tous mes copains se sont serrés autour de moi, mais ils ont décidé qu'on restait au Parti socialiste, qu'on n'allait pas courir l'aventure. Guy Mollet m'en a voulu. Et finalement, quand j'ai quitté les Jeunesses socialistes, tout simplement parce que j'avais atteint la limite d'âge, trente ans, en 1958, alors Guy Mollet a dit : « Eh bien voilà, fini, Mauroy, je ne veux plus le voir. »

Pourtant vous êtes resté.

Je suis resté au parti mais c'est tout. J'étais le premier secrétaire national qui avait duré dix ans aux Jeunesses socialistes, et qui les avait remontées, donc, normalement, Mollet aurait dû m'offrir un poste, au moins me mettre sur la liste pour le comité directeur du parti. Il n'en a rien fait, trop content que je m'en aille. Et par conséquent je suis parti, voilà ! J'étais dans la région parisienne, j'étais professeur, ma Fédération Léo-Lagrange marchait à merveille, je suis devenu un éducateur de l'éducation populaire.

Mais avec la volonté, quand même, de rester dans la politique.

De rester dans la politique, oui, et provisoirement dans la région parisienne, mais je pensais déjà à regagner le Nord. Au fond, je souhaitais peut-être devenir un élu du Nord mais pour ça, il fallait les occasions. Il fallait préparer ce retour dans le Nord.

De Guy Mollet à François Mitterrand

Michèle Cotta. Pierre Mauroy, nous sommes maintenant en 1963. Malgré vos divergences d'opinion, vous allez devenir le numéro deux du Parti socialiste, juste derrière Guy Mollet. Comment êtes-vous revenu en grâce ?

Pierre Mauroy. Au début des années soixante, le parti est sens dessus dessous. Guy Mollet a fait une politique qui a consisté à aller à Colombey-les-Deux-Eglises, en somme. Et puis la situation se dégrade : le parti et ses militants veulent un virage à gauche. Mais Guy Mollet, qui sait tenir un groupe et même un parti, manœuvre lui aussi. Il se dit qu'il faudrait que le parti change sa façon d'être, en effet, qu'il se rapproche des communistes avec lesquels il y a un antagonisme très fort à ce moment-là. Et puis tout le monde l'encourage à rajeunir ce parti... Et alors plusieurs amis, dont Albert Gazier en particulier, un personnage extraordinaire, très méritant, qui aurait pu être secrétaire général s'il l'avait voulu, ces amis donc vont trouver Guy Mollet et ils lui disent : « Ecoute, si tu veux faire

un changement au Parti socialiste, c'est bien. Il faut affirmer la nouvelle ligne. Mais il faut faire venir des jeunes et il y en a un en particulier, un qui connaît vraiment une réussite avec sa Fédération Léo-Lagrange, c'est Mauroy. Il faut que tu le ramènes au comité directeur. » C'est vrai que beaucoup de monde qui voulait rester proche du socialisme tout en s'écartant des sections du parti venait à la Fédération... Alors voilà que Guy Mollet me demande de venir m'expliquer.

Au siège du parti, ici même où nous parlons, Cité Malesherbes ?

Ici, oui, voilà. Avec Guy Mollet, on avait toujours l'impression de comparaître devant un tribunal, quel que soit même le sujet. Alors il m'a dit : « Tu y es allé fort... Critiquer la politique du parti. » Enfin bref, des reproches... Mais pas seulement : « Pierre, maintenant il faut qu'on avance ensemble. Il faut que tu rejoignes le courant majoritaire et que tu sois avec moi et avec nous. » Je lui ai répondu que je ne demandais que ça. Parce que j'étais du Nord et que les socialistes du Nord collaient toujours avec Guy Mollet pour son amitié avec Augustin Laurent, le maire de Lille. Mais j'en ai profité. J'ai dit à Guy Mollet que j'étais d'accord pour revenir, mais pas seul : « Je vais revenir au moins avec sept camarades qui ont été des animateurs des Jeunesses socialistes avec moi. Et il faut les prendre au comité directeur. » Il était un peu surpris par cette demande insistante, mais finalement, il a accepté. Et voilà comment la liste du comité directeur, pour le congrès suivant, comptait sept socialistes d'une trentaine d'années qui rentrent avec moi. Ça changeait la physionomie du comité !

Vous vouliez moderniser le parti. Mais qu'est-ce que ça veut dire, moderniser ?

Moderniser, c'est d'abord faire de la place aux jeunes. Tous au sein du parti avaient... Un certain âge. Nous n'étions que trente à quarante membres, alors sept jeunes, ça comptait. Et puis sept qui étaient décidés. On était actifs, on avait envie vraiment de travailler. On était critiques aussi, mais on était loyaux. Et Guy Mollet, il n'a pas eu le choix. Il s'est dit « Mauroy, je l'ai réintégré, ce bougre-là, je dois lui donner de l'avancement, autrement il va devenir un chef rebelle ! » Alors très vite, il me fait une place au bureau. Très bien. Le bureau de la SFIO se réunit alors toutes les semaines ici, dans cette pièce, en arc de cercle autour de Guy Mollet. Moi, je m'installe là, dans le coin. Et les autres membres disent, surtout les plus âgés, et surtout Augustin Laurent : « Il faut que Mauroy devienne un secrétaire général adjoint ! » A ce moment-là, Guy Mollet commençait à penser qu'il ne resterait pas toujours. Il fallait qu'une relève se prépare. Il le disait d'une façon un peu évasive, mais enfin tout de même, il le disait. Donc, je deviens secrétaire national adjoint. Alors là, c'est vraiment la stratégie des partis. Mollet me demande de me mettre à côté de son bureau, celui qui est le deuxième plus beau à cette adresse, pour me montrer que je suis comme le premier des secrétaires généraux adjoints. Mais en réalité, il ne me donne pas les pouvoirs en conséquence ! Et puis avec moi, il y a deux autres secrétaires généraux adjoints dont Ernest Cazelles qui est un vieux briscard, qui connaît la musique et qui lui a l'art de paralyser tout le monde...

Ernest Cazelles, un vieux briscard mollétiste !

Mollétiste et s'occupant de l'intérieur du parti, étant le patron des fédérations. Il a l'art d'attacher tout le monde par des ficelles aux tables, aux chaises, etc. Si bien que je mène un combat... Je mène un tel combat que je crée un courant, le CEDEP, même si à ce moment-là, on ne parlait pas encore de courant. Quoi qu'il en soit, j'affirmais ma personnalité !

En considérant que le rajeunissement de la politique, et de la gauche, passait par François Mitterrand, à partir de quand vous êtes-vous rapproché de lui ? Est-ce que c'est en 1965 au moment où il s'est présenté la première fois ? Est-ce que c'est en 1968, après les journées de mai, où il a perdu du terrain ? Est-ce que c'est plus tard, en 1974 ?

Ça s'est fait en plusieurs étapes mais d'abord, en 1965. Cette année-là, François Mitterrand devient le candidat unique de la gauche. En fait, l'union de la gauche n'est pas encore constituée, mais le Parti communiste déclare qu'il n'y aura pas de candidat contre lui. Mitterrand, il connaît la situation à l'intérieur du Parti socialiste, c'est un homme qui a souvent été dans des petits groupements et qui ne rêve que d'une chose : rentrer dans un grand parti. Or le grand parti, c'est le Parti socialiste. Comment y rentrer, il ne le sait pas encore, mais il essaie. Alors quand il me voit arriver comme secrétaire général adjoint du Parti socialiste, et chef de la Fédération du Nord, il me nomme délégué de sa candidature pour le Nord-Pas-de-Calais... Voilà que je sillonne le Nord-Pas-de-Calais pour François Mitterrand. Et à partir de là se noue une relation qui ne va pas

s'arrêter, mais qui, à ce moment-là, est seulement cordiale. Moi, je suis plein de respect et d'attention, et finalement en communion avec lui, parce qu'au fond je souhaite que ça bouge au parti et pour ça, je lui fais plus confiance qu'à Guy Mollet. Mais je suis quand même respectueux de l'autorité de ce dernier aussi, et ce n'est que progressivement que mûrit en moi l'idée que Guy Mollet n'y arrivera jamais malgré ce qu'il me laisse entendre.

Nous voilà arrivés en 1971, au congrès d'Epinay. Vous êtes un élément constitutif du groupe qui va porter François Mitterrand au pouvoir avec le CERES de Jean-Pierre Chevènement et avec d'autres alliés venus du Parti socialiste. Comment êtes-vous parvenu à vos fins ?

D'abord il faut dire que l'on croyait dans notre cause. Mais la situation était difficile parce que Guy Mollet avait vraiment le contrôle du parti, lequel en avait assez de toutes ces histoires. Il ne fallait quand même pas trop le secouer ! Si bien que dans les mois précédents le congrès, François Mitterrand et moi, nous nous sommes dit que nous devons agir avec beaucoup de discrétion... D'abord on prend l'habitude de se rencontrer. On fait le tour de Paris, des restaurants, etc., où on fomentait notre nouvelle alliance et ce que nous allons faire. Et quand on arrive au congrès d'Epinay, tout le monde est persuadé que c'est Guy Mollet qui l'emportera, ou plutôt Alain Savary qui était devenu le premier secrétaire du parti deux ans plus tôt en me battant d'une seule voix. Ce jour-là, juste deux heures avant le scrutin, Guy Mollet était venu me voir en m'assurant que j'étais le socialiste de la situation, qu'il était d'accord pour que je

devienne le premier secrétaire, mais à une condition : qu'Ernest Cazelles reste le patron des fédérations. J'avais compris que dans ce cas, Guy Mollet resterait premier secrétaire et que moi, je ne serais rien du tout. Alors j'ai refusé, et j'ai été battu d'une voix.

Alain Savary, nouveau premier secrétaire, était donc encore au congrès d'Épinay deux ans plus tard...

Et jusque-là, j'étais donc dans la minorité. J'avais bien ma liaison avec les Bouches-du-Rhône de Gaston Defferre, on parlait même des « Bouches-du-Nord », mais dès le scrutin d'ouverture à Épinay, il était évident qu'on ne pouvait pas gagner. Il fallait qu'on élargisse notre camp. Mais comment ? Avec qui ? Avec le CERES de Jean-Pierre Chevènement, mais eux... ils étaient remuants. Ils voulaient beaucoup de choses, si bien qu'on s'est payé le luxe, pendant ce congrès d'Épinay, de retenir une salle dans un hôtel des environs. Et là, on a travaillé toute la nuit pour trouver une entente avec le CERES afin que notre groupe – disons la Fédération du Nord plus Gaston Defferre plus bien d'autres – puisse finalement faire un nombre de voix et l'emporter...

Et voter Mitterrand !

Oui, mais ce n'était pas encore tout à fait suffisant car à la fin du congrès, lorsqu'il y a eu la commission des résolutions, c'est-à-dire le vote pour le partage des voix, c'était encore juste : si la Fédération du Nord se partageait, on perdait le congrès. Alors on surveillait Augustin Laurent...

Augustin Laurent était le maire de Lille, et vous étiez devenu son premier adjoint et son successeur désigné.

En effet, seulement il avait son amitié avec Guy Mollet, et Savary était l'homme de la Résistance, etc., alors pour des tas de raisons, Savary lui convenait. Il a donc fallu que je voie Augustin Laurent pour lui démontrer que non, que puisqu'il me prenait comme successeur à Lille, puisque j'étais devenu le premier secrétaire général de la Fédération du Nord, tous les votes du Nord devaient aller à la motion Mitterrand-Mauroy. Il m'a regardé... Je ne lui avais pas parlé de cette relation si profonde avec Mitterrand, mais il a compris que nous étions en train de nous préparer ensemble depuis longtemps. Alors il m'a dit : « Dans ce cas, c'est bon. Moi, j'ai fait mon choix. C'est toi qui es mon successeur à Lille, c'est toi qui es mon successeur à la tête de la Fédération du Nord. Tu prends tes responsabilités. Il se trouve que moi, je dois préparer un discours pour l'enterrement d'un ami qui était le directeur de l'Institut Pasteur. Je rentre à Lille immédiatement ! » Et aussitôt, le voilà parti à Lille ! Alors Guy Mollet, partout à travers le congrès : « Où est Augustin Laurent ? Où est-il donc ? » Il voulait à tout prix le retrouver pour rattraper l'affaire, parce qu'il savait bien que si tous les votes du Nord allaient dans le sens de notre motion, Mitterrand-Mauroy-Defferre, c'est nous qui l'emportions !

Et c'est ce qui s'est passé.

Absolument. Augustin Laurent était sur l'autoroute, il rentrait vers Lille et il nous laissait la victoire. Et ce que je veux ajouter, c'est que Guy Mollet a demandé une explication à Augustin Laurent le mercredi suivant. J'étais là. C'était terrible. Je ne sais pas pourquoi, on avait choisi de se retrouver

dans un restaurant. Les assiettes restaient vides ou pleines, mais de toute façon on n'y touchait pas. Comment allait-on aborder le sujet ? Finalement, Guy Mollet a juste demandé à Augustin Laurent pourquoi il avait fait ça. Lui, il était renfrogné, il lissait sa veste dont le col rebiquait, il ne voulait pas parler... Enfin, tout à trac comme ça, il lui explique : « Ecoute Guy, tu sais l'amitié que j'ai pour toi, mais lorsque Guesde a rencontré Jaurès, il s'est incliné. Moi, j'ai rencontré Mitterrand au congrès d'Epinay, je me suis incliné. Voilà, j'ai changé d'avis. » Guy Mollet était capable de colères incroyables. Cette fois-là, il est juste parti en bougonnant. On avait gagné. De peu, mais on avait gagné le congrès d'Epinay.

Alors à partir de 1971 commence une ascension vers le pouvoir, avec deux échecs de François Mitterrand : en 1974, l'élection présidentielle où il perd contre Valéry Giscard d'Estaing, et en 1978, les législatives ratées.

1974, oui c'est vrai il faut en parler... Pourtant, ça n'a pas été un échec total. Il y a eu une mobilisation formidable autour de François Mitterrand qui était dans une forme physique et morale incroyable. Il s'est battu avec une ténacité, une force, un éclat, et puis un talent ! Si bien que nous sommes passés à un cheveu de la victoire. Et le lundi, quand on s'est retrouvés, on n'a pas prononcé un mot de défaite. On s'est dit : « On repart à la bataille, et la prochaine fois, on l'emporte ! » François Mitterrand a été extraordinaire pour nous galvaniser et moi, j'ai profité de l'occasion pour exiger ce que je lui demandais depuis des mois mais qu'il ne m'avait pas encore accordé, l'élargissement du parti.

Il y avait des socialistes qui étaient en dehors du Parti socialiste, il fallait les faire venir à l'intérieur à tout prix pour augmenter notre rayonnement. Evidemment, je pensais à Michel Rocard puisqu'il n'avait pas voté le programme commun. Il avait toujours été avec son PSU. Il s'était rallié au moment d'Epinay mais il n'avait pas pu ramener le PSU. Je pensais aussi à Jacques Delors, à Edgard Pisani, à beaucoup d'autres. Alors on a décidé d'organiser les assises du socialisme afin de s'ouvrir à tous ceux qui avaient envie de venir au parti et qui avaient manqué le coche dans les années précédentes – ça s'adressait en particulier aux chrétiens. La manœuvre a réussi et le parti s'est élargi.

Pierre Mauroy, est-ce que, après 1978, vous n'avez pas douté de la capacité de François Mitterrand à être élu ? Est-ce que ce n'est pas ça qui explique votre rapprochement, à ce moment-là et au cours du congrès de Metz, de Michel Rocard ?

Les choses ont toujours été claires pour moi. Celui qui devait être le candidat à la présidentielle de 1981, c'était François Mitterrand. En octobre 1980, ce dernier ne s'était toujours pas prononcé, on ne savait pas s'il serait candidat, mais s'il l'était, je le soutiendrais. Je l'avais dit d'une façon expresse à Rocard. Lui, de son côté, cherchait toujours à élargir sa marge auprès des électeurs. Et puis il y avait un jeu interne qui devenait agaçant : les conventionnels voulaient en rajouter sans cesse. Ils voulaient rattraper les communistes en leur concédant, en particulier sur le programme commun, les nationalisations, etc., alors que nous étions plus réservés sur la question. Par ailleurs, ils disaient clairement qu'ils ne voulaient plus de Michel Rocard. J'estimais que c'était une erreur : nous

aussi on jouait la défaite si on mettait Michel Rocard à la porte. Donc voilà, le climat n'était pas très bon, et alors que j'avais dissuadé Michel Rocard de se prononcer, à Conflans-Sainte-Honorine, il se déclare candidat quand même. Je fais un communiqué aussitôt pour signifier que je ne le suis pas et quelques jours plus tard, je partage un repas avec François Mitterrand. Il me dit qu'il a apprécié ma déclaration, et il me confie qu'il sera candidat à la présidentielle. Moi, je réponds que c'est très bien, que ça me comble. Et alors il ajoute : « Je souhaiterais faire un ticket avec vous. » J'ai compris aussitôt, mais quand même, je lui dis : « Il n'y a pas de ticket en France. Il y a le président de la République, pas de vice-président comme aux Etats-Unis. » Il me répond : « Enfin, vous avez compris, Pierre Mauroy : si je suis élu, c'est vous qui serez le Premier ministre. »

En 1978, pourtant, il y avait eu des élections législatives où tout le monde attendait la victoire de la gauche, et celle-ci n'avait pas eu lieu.

Elle n'avait pas eu lieu mais pour une raison qui s'explique : c'est que les communistes espéraient que l'union de la gauche leur profiterait en priorité, or ils ont constaté que les socialistes étaient les premiers satisfaits. Alors ils ont montré un peu moins de zèle en faveur de l'union de la gauche. Ils étaient un peu refroidis, ils ont commencé à faire marche arrière.

Il y a une tradition dans le Nord, vous l'avez dit, qui était un antagonisme avec les communistes. Mais pendant toute cette

période derrière François Mitterrand, vous avez travaillé pour faire l'union de la gauche avec eux. Quel était votre état d'esprit à ce moment-là ? Et quels étaient vos rapports avec les communistes ?

On a travaillé à faire une union de la gauche qui était quand même un peu théorique. Il n'y avait pas encore de véritable lien avec les communistes... En fait, il y avait deux façons d'aborder ce problème. Il y avait celle du Nord, des Bouches-du-Rhône ou des socialistes les plus traditionnels qui se disaient : « Le Parti communiste, au fond, on le voit maintenant, ils veulent l'union de la gauche pour être les premiers et par conséquent pour qu'on ait une victoire en France emmenée par le Parti communiste. »

Ça, vous n'en vouliez pas.

Et l'autre façon, donc... Parmi les socialistes, il y avait des espèces de romantiques ou des gens qui faisaient une analyse de la situation globale, d'un point de vue mondial : la Chine était tombée entre les mains de Mao Tsé-Toung, l'URSS, tout ça... Alors ceux-là constataient que le monde devenait de plus en plus communiste et que, par conséquent, il fallait se faire à l'idée de travailler avec les communistes et même à accepter qu'ils soient les premiers.

Et cela, vous n'en vouliez pas non plus !

Non, moi, je me refusais à ça. Voilà le problème qui était discuté à l'intérieur de notre parti. Les communistes ont commencé à réaliser qu'ils ne pourraient pas gagner sur la ligne. Et nous, nous étions décidés à ne

pas lâcher, à faire l'alliance avec eux, mais une alliance contrôlée. Les meilleures conditions pour gagner n'étaient pas réunies. Et voilà comment, à partir de ce moment-là, les communistes ont fait traîner les choses. Ils en sont même vite arrivés à ne plus souhaiter qu'on l'emporte.

Avec la rupture de 1977.

Oui, et on peut même dire que nous avons gagné 1981 alors que l'union de la gauche n'existait pratiquement plus entre les partis, mais alors qu'elle existait dans le cœur et dans l'esprit des Français et des Françaises. Il y avait un élan pour la gauche, un élan pour l'union, si bien que les responsables pouvaient penser ce qu'ils voulaient, la gauche était une réalité et le peuple voulait la victoire de la gauche.

Le pouvoir et la vie

Michèle Cotta. Pierre Mauroy, à quel moment avez-vous été sûr que François Mitterrand vous prendrait comme Premier ministre ?

Pierre Mauroy. J'en ai été sûr lorsqu'il me l'a annoncé, c'est-à-dire en octobre 1980.

Sûr et certain ? Si tôt que cela ?

Oui, en octobre 1980, dès le discours de Rocard à Conflans. Il fallait que les choses deviennent claires. Mais il a ajouté : « On ne dit rien. Vous êtes sûr de ce que je vous dis et moi je suis sûr de vous également, voilà. » Là-dessus, il part en Chine pour quinze jours ou trois semaines ! Nos affaires sont réglées mais il y a encore un vaste chantier tout de même. A son retour, on décide de proposer Lionel Jospin comme premier secrétaire du parti, et François Mitterrand me désigne comme le délégué de sa candidature à la présidence de la République, ce qui me donne un pouvoir

pour le représenter dans les pays, les territoires d'Outre-mer, pour aller faire des réunions là où il ne pouvait pas aller. Et puis nous avons vécu toute la préparation des élections. On travaillait, mais on faisait attention pour que les gens n'aient pas l'impression que les choses étaient décidées. Pour moi c'était un moment délicieux parce que je voyais dans la presse toutes les supputations sur les Premiers ministres possibles si Mitterrand était élu. Les journalistes se déchaînaient ! Et puis on est arrivé au 10 mai 1981, à cette image que tout le monde garde encore en tête, cette image mécanique que l'on a vue sur les écrans de télévision : le visage de François Mitterrand élu président de la République.

Vous a-t-il confirmé aussitôt que vous seriez son Premier ministre ?

D'abord, il y a eu la soirée de la victoire. Comme j'étais le représentant de François Mitterrand, je suis allé sur toutes les radios, les télévisions, et le soir, tard, alors que je sortais de RTL, je rencontre Madeleine Léo-Lagrange. Elle avait manifestement enfilé un peignoir et elle était arrivée en vitesse pour me féliciter, me remercier, enfin pour être là au moment de la victoire. Alors elle me parle de la prise du pouvoir en 1936... Mais j'avais rendez-vous à minuit avec François Mitterrand au 10 rue Solferino ! Je décide donc de la raccompagner chez elle, on monte les escaliers, elle voulait me raconter encore des choses... Oui, mais je l'arrête : « Ecoute Madeleine, tu as beaucoup de choses à me dire, mais moi j'ai rendez-vous avec celui qui est devenu depuis quelques heures seulement le président de la République. » Par conséquent, je l'ai un peu poussée dans son appartement. J'ai tiré la porte. Et c'est comme ça,

sur la grande victoire de 1981, que j'ai tiré la porte sur une autre victoire exceptionnelle qui avait été celle de 1936.

Quand vous retrouvez François Mitterrand ce soir-là, vous parle-t-il de Matignon ?

Alors oui, tout de suite. Mais vous savez, c'était extraordinaire. On avait un petit peu l'air de conspirateurs. Il me prend à part : « Rien de changé, hein ? » Je lui réponds que non, rien de changé ! Et c'est tout. Il me dit : « Alors le mieux, c'est que vous alliez avec vos amis. Moi, je vais voir les uns et les autres aussi. » On n'a donc pas beaucoup parlé ce jour-là. Mais on a pris rendez-vous pour le surlendemain, c'est-à-dire le mardi, et là, on a commencé à se parler sérieusement.

Il vous a donc nommé officiellement, mais à la tête d'un gouvernement transitoire puisqu'il avait décidé de procéder à des élections législatives afin de changer de majorité. Vous étiez favorable à ça aussi ?

Oui tout à fait, il le fallait. C'était indispensable.

Mais vous n'avez pas pensé à ouvrir le Parti socialiste aux centristes ou aux UDF qui siégeaient déjà à l'Assemblée ?

Non. Je crois que là, sous le coup de la victoire, de la surprise, il y a eu en France un remue-ménage extraordinaire, et que nous étions pris dedans ! Il y en a eu des gens qui ont pleuré dans les chaumières, il y en a eu des

bouchons de champagne qui ont sauté ! Mais je me souviens aussi de l'histoire d'une femme, employée comme secrétaire dans une grande chaîne de distribution, qui a été renvoyée sous prétexte qu'elle avait voté François Mitterrand !

La peur de la droite et la liesse de la gauche.

Et la droite organisait le chahut, même si beaucoup de catholiques ont voté aussi pour François Mitterrand, ce qui était une bonne chose. Il fallait obligatoirement des élections pour pouvoir concrétiser cette victoire.

C'est après ces élections, remportées par la gauche, que les ministres communistes sont arrivés au gouvernement. Pourtant, une partie de la gauche doutait encore que François Mitterrand les prendrait.

Moi je n'en ai jamais douté. Avec François Mitterrand, il était parfaitement clair qu'on oubliait tout ce qui s'était passé avec les communistes et qu'on les prenait. En revanche... Combien ? C'est Georges Marchais, le premier secrétaire du Parti communiste, qui m'a téléphoné pour me poser la question. Je lui réponds quatre. Ça ne lui va pas : « Pierre, on aurait aimé... » Mais enfin plus, ce n'était pas possible. Bref, ils acceptent. Ils étaient obligés de s'incliner devant les faits. D'ailleurs, ils nous ont désigné des militants communistes qui ont été d'excellents ministres. Ils ont été impeccables jusqu'au bout, et d'une loyauté exemplaire.

Le jour de l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand, il va fêter sa victoire avec les militants de gauche et les électeurs, au Panthéon, et vous, vous êtes confronté au problème de la fuite des capitaux alors que le gouvernement n'a pas encore été nommé.

Absolument. Je dois dire que je ne suis allé au Panthéon qu'à la fin de la cérémonie car j'avais rendez-vous avec Raymond Barre pour la passation des pouvoirs à Matignon.

Que pensiez-vous de lui à l'époque ?

Raymond Barre, je l'estimais. Je l'avais rencontré bien des fois pour essayer de régler la question des hauts fourneaux du Nord ; la sidérurgie était dans une situation désastreuse. Je l'estimais donc, mais c'était un adversaire, et il m'a laissé 14 % d'inflation et un chômage qui commençait à être sérieux.

Sans compter la question de la fuite des capitaux.

Oui, j'ai été accaparé par ce problème majeur qui n'a pas cessé de me hanter d'ailleurs, d'une certaine manière. Après ce moment au Panthéon, je suis monté dans la voiture de François Mitterrand pour remonter l'avenue des Champs-Élysées, et là, j'ai essayé d'en bavarder avec lui, mais il était pris par l'ovation extraordinaire de toutes les personnes qui étaient là, si bien qu'il se tournait vers elles pour les saluer. J'étais assis à côté de lui, mais comment lui parler ? Il fallait qu'on discute de la dévaluation du franc que souhaitait Rocard. Mais dans la liesse générale...

Vous ne pouviez pas le faire tout de suite.

D'autant qu'avec le système monétaire européen, on avait la possibilité de négocier et de faire une dévaluation beaucoup moins brutale que celles qu'on avait déjà connues. C'est pourquoi nous avons attendu octobre. Il y a eu une réévaluation du mark et de certaines monnaies, et une dévaluation d'autres monnaies, dont la nôtre. Ainsi, finalement, on a soldé ce qui n'était pas notre fait dans des conditions très honorables.

Quelle était votre première préoccupation à l'époque ? Rassurer les Français ? Les rassurer sur la gauche ? Les encourager ?

La préoccupation, elle était très claire pour tout le monde : on voulait se mettre au travail immédiatement et commencer à appliquer sans attendre le programme qui avait été avancé par François Mitterrand, c'est-à-dire les cent dix propositions. Il fallait tenir nos promesses. Et moi, je suis très fier d'en avoir réalisé quatre-vingt-treize.

Quelles étaient vos relations quotidiennes avec François Mitterrand ?

D'abord nous nous sommes organisés. Nous avons repris un certain nombre de règles chères à De Gaulle, notamment sur la bonne tenue des conseils des ministres. C'est pourquoi j'ai pris Marceau Long comme secrétaire général de gouvernement un homme qui connaissait bien le mécanisme, que je recevais tous les lundis, et ensemble nous préparions un conseil des ministres dans la méthode, ce qui convenait très bien à François Mitterrand...

Qui lui-même était habitué à la Quatrième République, il faut dire...

C'est d'ailleurs lui qui me racontait comment ça se passait sous la Quatrième. Les ministres arrivaient à n'importe quelle heure, tout le monde parlait en même temps... Il ne voulait pas connaître ça à nouveau. Si bien que j'allais toujours le retrouver trois quarts d'heure avant le conseil pour qu'on mette au point un certain nombre de problèmes ensemble. Ensuite on descendait les escaliers. Et au milieu des marches, on s'arrêtait une minute pour permettre aux huissiers d'annoncer le président de la République et le Premier ministre. Silence dans les rangs. On faisait le tour des membres du gouvernement, on leur serrait la main, puis on s'installait et on commençait. En principe, on n'avait pas le droit de parler en lisant un texte. François Mitterrand estimait que si vous lisiez un texte que vous avait préparé votre directeur de cabinet, ça avait moins de valeur que si vous vous exprimiez comme ça...

François Mitterrand, on le sait, connaissait le fonctionnement de la Quatrième République. Mais vous, vous étiez un élu local, vous ne connaissiez pas du tout le fonctionnement de l'État.

Si, quand même, j'avais été président d'une grande région. J'avais fréquenté les pouvoirs ministériels et là, les choses étaient d'une très grande clarté, bien organisées, de la même façon que dans mon propre conseil municipal. Les mentalités avaient beaucoup évolué : la Quatrième République avait sa mentalité... bon enfant. La Cinquième était

davantage portée à une rigueur, structurée sur la méthode. Et tout le monde trouvait que c'était beaucoup mieux comme ça.

Vous avez souligné que vous avez réalisé beaucoup des propositions de François Mitterrand. Pourtant, au bout d'un certain temps, vous avez déclaré la pause. Pourquoi ?

Parce que c'était difficile pour tout le monde. Et pour Jacques Delors, le ministre des Finances, peut-être encore plus que pour les autres. Alors il demandait la pause. Mais on se souvenait de la pause qui avait été demandée en 1936 et moi, je ne voulais pas rappeler ces mauvais moments. Pour autant, j'étais attentif à ce qu'on poursuive notre action mais qu'on tienne compte d'une certaine réalité. Quelle était cette réalité ? Cette réalité, c'était que depuis les années 1975-1980, la droite s'était rassemblée derrière le Président des Etats-Unis, et derrière Margaret Thatcher ensuite, et derrière la droite en Allemagne. C'est-à-dire que toutes les droites étaient rassemblées sur un programme de réserve, parfois de déflation, en tous les cas d'attente prudente et certainement pas de relance. Alors que la gauche, et nous en particulier, nous demandions la relance, et c'est ce que nous voulions obtenir avec les cent dix propositions. La droite, l'environnement pas seulement européen, mais aussi mondial, étaient au contraire favorable à ce que chacun reste chez soi. C'était le climat général et il fallait en tenir compte. François Mitterrand était aussi pour continuer la relance et l'application de notre programme. On peut penser aussi qu'après vingt-

trois ans dans l'opposition, et compte tenu de l'immense satisfaction de la population, on ne pouvait pas la décevoir. Il fallait à tout prix réaliser ce que nous avons annoncé. C'est ce que nous avons fait pendant l'état de grâce qui a duré environ dix-huit mois. Une période extraordinaire : on avait des sondages fantastiques, tout était pour le mieux dans le meilleur des mondes, même si on était les premiers à savoir que compte tenu de l'évolution du monde dont je viens de parler, on serait obligé de s'ajuster.

Vous êtes alors devenu celui qui demandait cet ajustement.

En effet. Mais d'abord, j'ai voulu qu'on prenne une mesure qui était le blocage : je voulais supprimer l'inflation. J'ai dit : « Il nous faut un blocage des prix et des salaires. » Quand il était revenu au pouvoir, Blum avait fait un blocage des prix – et seulement des prix – mais au bout de quelques mois, rien ne subsistait des mesures prises. Tandis que le blocage des prix et des salaires, j'y croyais. Cela, je ne l'avais appris nulle part, et comme les meilleurs économistes de France ne l'avaient appris nulle part non plus, ils n'étaient pas très favorables à cette solution. Personne ne voulait m'épauler pour faire ce blocage des prix et des salaires. Alors François Mitterrand décide de réunir les principaux ministres, une petite dizaine, pour que je les convainque. Et finalement, il leur pose la question : « Vous avez entendu le Premier ministre, il est résolu. Lui, il veut un blocage des prix et un blocage des salaires, pour trois mois. Il est persuadé qu'ainsi, on coupera l'inflation et que l'inflation diminuera. La France ne sera plus

inflationniste. Qu'en pensez-vous ? » Ils étaient sceptiques. Ils disaient qu'ils n'avaient jamais appris ça dans leurs cours d'économie, qu'aucun professeur n'avait entrevu cette situation.

Vous vous êtes senti très seul.

Le plus extraordinaire, c'est que ceux qui avaient une culture économiste disaient non, comme Rocard par exemple. Delors lui a dit : « Moi, je soutiens le Premier ministre mais je crois qu'il devrait y aller plus doucement. » Mais enfin il me soutenait, et je n'ai pas oublié ça. Alors le président de la République m'a dit : « Vous avez entendu, Monsieur le Premier ministre, il n'y en a pas beaucoup qui soutiennent votre proposition. » J'ai répondu oui, que je voyais bien en effet. Mais j'ai ajouté que je maintenais ma proposition. J'ai dit : « Je suis résolu, je veux et j'en prends la responsabilité. » Alors le président : « Vous demandez trois mois de blocage ? Vous êtes tellement résolu, je vous en donne quatre ! » Et la décision a été prise, avec le résultat que vous savez : l'inflation a diminué. On m'avait laissé 14 % d'inflation. On a baissé progressivement et au mois de décembre déjà, on était passé à 8-9 % et ensuite à 4-5 %, et la France a cessé d'être inflationniste. Elle l'avait toujours été au cours de son histoire, c'est donc un gouvernement de gauche qui a cassé l'inflation en France.

Le départ du gouvernement et la nouvelle donne politique

Michèle Cotta. Pierre Mauroy, 1981 et 1982 ont été de bonnes années pour vous. Mais en 1984, vous quittez le gouvernement à la suite d'un désaccord avec François Mitterrand sur l'Education nationale. Que s'est-il passé ?

Pierre Mauroy. 1983 avait été une année très difficile, car on était sur tous les théâtres d'opération. François Mitterrand était satisfait de ce que nous avions accompli sur le plan social. Il faut que je cite quand même quelques mesures : la retraite à soixante ans, le passage à cinq semaines de congés payés, une politique culturelle forte menée par Jack Lang, et surtout toutes les mesures d'augmentation des prestations qui avaient donné du pouvoir d'achat aux personnes les plus en difficulté. Sur le plan social, c'était déjà énorme, au point que Georges Marchais m'avait dit : « Pierre Mauroy, c'est mieux qu'en 1936 et c'est mieux qu'à la Libération. » Voilà un compliment venant du secrétaire général du Parti communiste

! Malgré les difficultés, on était partout. Je dois dire qu'on avait une équipe de ministres formidables, tous de qualité, vraiment. Par conséquent, dans tous les domaines, je pouvais être satisfait... Sauf peut-être en politique étrangère. Leonid Brejnev était mort en 1982, il avait été remplacé par Iouri Andropov, un personnage, mais avec ce dernier, tout allait être possible et on pouvait envisager une espèce de réconciliation entre l'Est et l'Ouest, en tous les cas entre la France et l'URSS... Malheureusement, il est mort très rapidement.

Mais alors, puisque tout se passait si bien, à part peut-être sur le plan de la politique étrangère, pourquoi cet affrontement sur l'éducation privée et l'éducation publique ?

J'y viens. Au début de l'année 1984, finalement, tous les problèmes qui avaient été posés lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, nous ne les avons peut-être pas résolus, mais nous avons progressé : on n'avait quand même plus d'inflation. Le chômage, il se tassait. On avait fait face aussi à l'hémorragie industrielle qui avait commencé sous Giscard, etc. Donc tout allait bien, en effet... Mais alors j'ai cru devoir rajouter deux problèmes : d'abord la question de la presse qui était aux mains de gros pouvoirs, en particulier Hersant. On voulait limiter le phénomène par une loi antitrust. François Mitterrand m'a fait comprendre que j'allais trop loin, à sa façon, détournée, en m'apportant un livre de Chateaubriand. Il m'a fait lire un passage où l'écrivain disait de la presse qu'elle est insupportable, toujours en train de fomenter des complots, de dire n'importe quoi, etc. Et puis Mitterrand a ajouté sa conclusion personnelle : « Ne vous attaquez pas à la presse, ça se retourne toujours

contre ceux qui ont le pouvoir car elle est puissante et on ne s'en sort jamais. » On a tout de même pris un certain nombre de dispositions en faveur de la presse, mais on n'est pas allés au bout de mes propositions... J'en arrive au second problème que j'ai décidé d'aborder alors, et qui était aussi l'un de nos engagements de campagne : en finir avec la guerre entre l'école publique et l'école privée, et cela au moment où nous devons élargir notre électorat grâce aux chrétiens. Il fallait trouver une solution pour créer un grand service laïc de l'Education nationale. Alain Savary, le ministre, y travaillait depuis le début du gouvernement, c'est-à-dire depuis 1981. Mais il prenait son temps, trois années avaient passé, déjà, des insatisfactions étaient nées de la politique rigoureuse que nous avons menée... Il fallait faire connaître nos propositions, mais en fait, c'était déjà trop tard. Les enseignants de l'école privée, qui souhaitaient cet arrangement au début, s'étaient retournés contre nous. Dans le même temps, Jacques Chirac, maire de Paris, était devenu le responsable du RPR. Il a suscité de grands rassemblements contre notre projet de réforme, il a fait une collusion avec l'Eglise.

Et François Mitterrand a retiré le projet.

Mais d'abord on a résisté. Gaston Defferre contrôlait tout à fait la situation : les cortèges, les manifestations, tout se faisait à Versailles et Paris n'était pas gêné. François Mitterrand me disait : « Il faut surmonter ça. » Moi, je me battais : j'étais sur toutes les radios, toutes les télévisions, je répétais que nous voulions ce grand service laïc de l'Education nationale pour mettre un terme à cette guerre qui existait en France entre les deux écoles.

Et alors on arrive vers la fin. J'avais un voyage officiel à faire en Italie, j'étais invité par le socialiste Bettino Craxi, le président du Conseil. Naturellement, quand on va en Italie, on passe par le Vatican. Je suis reçu par le pape, Jean-Paul II, et je lui demande son accord pour qu'en France on puisse avoir une espèce de concordat, un accord entre l'école laïque et l'école privée. Alors, il me dit non, calmement, mais fermement. « Non, ça, c'est pas possible. » Je reprends : « Mais comment ça ? Même en Italie, l'Etat ne subventionne pas les écoles privées. » Il l'admet, en ajoutant que ça viendrait toutefois, mais il reste tout à fait hostile à ma requête. Et il ajoute encore : « A la tête de l'épiscopat français, l'archevêque de Paris y est hostile également... » Là, je comprends qu'il y avait une liaison entre le Vatican et Paris, alors que la majorité des évêques français étaient pour la réforme. Alors à mon retour, nous ne résistons plus, nous fonçons : je dis à François Mitterrand que je présente la loi. Il me donne son accord, j'obtiens la majorité à l'Assemblée nationale. Il ne reste plus qu'à passer au Sénat, ce qui est prévu lors d'une session spéciale en août. Finalement, à ce moment-là, on peut se dire que c'est fait, on va avoir ce fameux grand service laïc.

En effet, puisque l'aval du Sénat n'était pas nécessaire. Alors, que s'est-il passé ?

Les choses se sont délitées, là, en juin, juillet... Voilà que des socialistes, se disant pourtant laïcs, s'interrogent : « Pourquoi fait-on cette loi ? ». Pierre Joxe et André Laignel en tête, ils mènent une offensive, ils créent une certaine perturbation. Et sans doute que ça dérange beaucoup François Mitterrand, mais enfin il me soutient et il me demande de

poursuivre. Il part en Arabie Saoudite en passant par l'Egypte. A son retour, alors que je l'accueille, il m'annonce : « Pierre, je vais vous expliquer ce que nous allons faire... » Il m'appelle par mon prénom, ce qui me laisse présager qu'il va me demander quelque chose d'impossible. En effet : « On va changer de pied. On retire la loi, et on va organiser un référendum. » Je le suis à l'Elysée, où nous retrouvons Joxe, d'ailleurs. Et alors François Mitterrand m'explique ce projet, un référendum impossible puisqu'il fallait d'abord faire un référendum pour changer la Constitution ! Et il ajoute : « C'est vous qui allez conduire la campagne électorale. » Mais moi, je refuse : « On s'est engagé à créer ce grand service public, laïc, il est temps de le faire. La loi est passée à l'Assemblée nationale, si vous la retirez, je n'ai plus qu'à démissionner. » Alors il imagine un tas de stratagèmes pour me décider à rester. « Savary s'en va, cette loi, on la retire, et vous, Pierre, vous restez à Matignon, on continue. » François Mitterrand n'aimait pas Savary, en fait, pour des raisons qui tenaient à l'histoire du PSU, d'avant notre arrivée au pouvoir. Nous voilà arrivés au fameux défilé du 14 Juillet. C'était un samedi. De là où je me trouvais, sur la place de la Concorde, j'ai eu l'impression que toute l'armée française me passait sur le corps. Je m'interrogeais : qu'est-ce que je fais ? Je reste ? Ou je m'en vais ? C'était vraiment un bouillonnement dans ma tête : j'étais décidé à partir puisque François Mitterrand retirait ma loi, et que donc je ne remplissais pas mon contrat vis-à-vis du peuple ! Mais il y a quelques péripéties, toute cette journée, et même encore le lendemain, je suis harcelé par les uns, les autres qui me disent de rester, qu'on va aller plus loin... Mais non. J'avais cent dix propositions, j'en avais réalisé quatre-vingt-treize, celle-là devait aussi être réalisée, elle ne l'était pas. Alors le mardi matin, ça a été vraiment

une scène terrible... Je suis allé voir le président de la République et on n'a pas su se parler. Il était ému, moi aussi d'ailleurs. Par conséquent, on ne s'est rien dit. Quand je suis parti en le saluant, il a dit à son secrétaire général de l'Elysée, qui était Jean-Louis Bianco, qu'il venait de vivre un des moments les plus pénibles de sa vie politique.

Alors vous, Pierre Mauroy, vous vous retrouvez sans rien. Comment est-ce qu'on quitte Matignon ? Dans quel état d'esprit est-on ? Est-ce qu'on a la peur du vide ou est-ce qu'on est soulagé au contraire ?

C'est une impression tout à fait étrange parce que, tout d'un coup, on se sent libre. Ce qui est plutôt agréable ! On n'a plus d'obligations, plus rien ne pèse sur vos épaules. On est libre. Mais d'un autre côté, on quitte tout de même une fonction magistrale et on est triste. Certains d'ailleurs éprouvent vraiment un tel désarroi qu'ils s'en vont en voyage, dans les Alpes, au bord de la mer... Je ne comprenais pas cela. Moi j'ai décidé de rester à Paris. D'abord, je n'avais pas d'appartement. Il a fallu que je règle des problèmes de ce genre-là. Et puis j'ai décidé d'apprendre à nager à mon petit-fils.

Pierre Bérégovoy s'est donné la mort après avoir quitté Matignon.

Oui. Pourquoi s'est-il suicidé ? Beaucoup disaient qu'il n'avait pas accepté. Mais nous avons connu un désastre électoral en 1993. Et donc il s'est donné la mort... On fait beaucoup de discours autour de la déprime des Premiers ministres qui quittent leur fonction, car évidemment, cette fonction est un entraînement, en un sens... On fait beaucoup de

choses, beaucoup plus vite, on est sollicité de tous les côtés. Donc tout d'un coup, lorsqu'on s'en va, il y a une espèce de réaction de l'organisme, en tous les cas au niveau de l'esprit, et beaucoup y succombent d'une façon ou d'une autre.

Vous, Pierre Mauroy, vous aviez votre ville. Et vous avez repris une fonction au sein du Parti socialiste puisque vous avez été nommé premier secrétaire en 1989. Pourquoi avez-vous voulu retourner dans la politique, dans la politique partisane active ?

Parce que c'était presque ma vocation personnelle. J'étais né socialiste, je l'ai expliqué au travers mon enfance, etc., et les différentes fonctions qui avaient été les miennes. Par conséquent, j'ai voulu revenir à la tête du parti. Mais Laurent Fabius se présente contre moi. Le président de la République l'avait déjà choisi, lui, pour me succéder à Matignon, et il le choisissait à nouveau pour ce poste. Il ne l'a jamais dit ouvertement mais il ne m'était pas très favorable. Il ne m'a pas facilité pas la tâche... Ça a été une bataille à l'intérieur du comité directeur du parti, une soirée mémorable, chacun de nous s'est présenté à la tribune... Ceux qui commençaient par m'envoyer une gerbe de fleurs, j'étais sûr qu'ils ne voteraient pas pour moi. Et puis on fait les comptes, et c'est moi qui l'emporte et je deviens premier secrétaire. Je deviens premier secrétaire dans des conditions difficiles.

Surtout, vous héritez d'une division à l'intérieur du Parti socialiste.

Oui, j'hérite d'une division, à savoir une guerre qui se prépare ou qui est déjà en cours entre Fabius et Jospin. Alors je dis à Fabius : « Compte tenu de l'état du parti et des divisions, il faut les surmonter. Il faut par conséquent qu'on soit ensemble sur une motion de synthèse. » Il refuse : « Moi, je vais présenter une motion, mais c'est une motion pour activer les idées. » Résultat, quand je suis arrivé au congrès de Rennes, en 1990, les dégâts étaient déjà tels que les cohortes socialistes se jetaient les unes sur les autres. Les unes avec Fabius, les autres avec Jospin et Rocard. Et j'ai dû arbitrer ça. Et pendant ces trois jours de congrès, épouvantables, je me suis efforcé de sortir de cette situation. Voyant l'énergie que je mettais pour retrouver une situation de concorde, François Mitterrand m'a fait connaître que c'est moi qui avais raison. Et qu'il fallait donc sortir de là par une synthèse, et par conséquent que je reste le premier secrétaire du parti. Fabius a mis de l'eau dans son vin, comme on dit, et les troubles de Jospin se sont apaisés. Et moi, au bout de trois jours, j'ai fait une proposition surprenante : « Puisqu'on n'est pas arrivés à se mettre d'accord, il n'y a pas de résolution de congrès. Je propose que vous élisiez la commission de résolutions et que ce soit elle qui fasse fonction de congrès. Elle se réunira mercredi à Paris, au siège du parti, pour prendre les décisions que le congrès aurait dû prendre. » Et ça, c'est accepté. Cette commission-là a sauvé les apparences, le congrès de Rennes n'a pas été « nul », comme cela a été dit. De plus, on m'a reconduit à l'unanimité à la tête du Parti.

Durant cette période, vous avez vu arriver la cohabitation avec Jacques Chirac. Et vous avez vu votre ami Michel Rocard nommé à Matignon après 1988. Comment avez-vous réagi à ces deux événements ?

Chirac, j'étais habitué à lui : c'était le bretteur de la droite contre nous. Dès qu'on est arrivés au pouvoir, il a fait un discours mémorable, de la Nouvelle-Calédonie où il se trouvait, assurant qu'avec les socialistes, « ce sera comme en 1936, ce sera comme toujours : ils ne resteront pas deux ans et peut-être même pas une année. Ils seront renvoyés. » Ça a toujours été sa thèse. Non seulement nous sommes restés plus de deux ans mais nous avons fait un septennat et encore un deuxième. Quant à Rocard... Le deuxième septennat de François Mitterrand était complètement différent du premier. Le premier était un septennat de combat. Après vingt-trois ans dans l'opposition, nous arrivions au pouvoir où nous avons mené une politique véritablement de la gauche, avec le parti communiste. Mais lors du second septennat, la France avait changé, et François Mitterrand sentait fort bien cette évolution. Après les différentes péripéties que nous avons rencontrées, lui-même était pour un assouplissement, finalement. Il s'est dit : « Les communistes feront ce qu'ils voudront. En tout cas, nous avons besoin de voix centristes, de rassembler une majorité. » Il a fait sa lettre aux Français. Il a exprimé sa volonté de rester dans l'orientation générale de notre combat depuis 1981, mais moins... fermement. Son deuxième septennat a été beaucoup plus difficile que le premier, d'autant qu'il y avait aussi la maladie.

Au cours du premier septennat, François Mitterrand avait connu une rémission.

J'avais même pensé qu'il était tout à fait guéri. Tout le temps que j'étais avec lui, à Matignon, et même encore après, il était en pleine forme...

Et donc, Michel Rocard ?

Rocard représentait sans doute un électorat centriste, un électorat du milieu. Il s'imposait comme Premier ministre pour reprendre une ligne d'adoucissement, certes, mais aussi une ligne qui nous permette d'avoir la majorité et de rassembler les Français sur la politique que nous allions poursuivre.

Des responsabilités internationales

Michèle Cotta. Pierre Mauroy, nous allons parler maintenant d'un pan entier de vos activités, celles que vous avez exercées à partir de 1992 à la tête de l'Internationale socialiste. C'était un vieux rêve pour vous ?

Pierre Mauroy. Absolument, c'était un vieux rêve et il est devenu d'actualité quand le mur de Berlin s'est écroulé, en novembre 1989. Avec la fin du communisme, on entrait dans une période nouvelle qui pouvait être la chance du socialisme démocratique. La voie nous était ouverte. Et c'est dans ces conditions que j'ai quitté le poste de premier secrétaire du Parti socialiste : en me disant que j'aimerais jouer un rôle plus important au sein de l'Internationale socialiste. J'en faisais déjà partie, mais dans l'ombre, puisque j'étais l'un des adjoints de son président, l'ex-chancelier allemand Willy Brandt. Et puis, un jour de mars 1992, ce dernier demande à me voir. Il vient à Lille, exprès. Je devine qu'il se passe quelque chose d'exceptionnel pour qu'il se déplace ainsi. Et en effet, il m'annonce

ceci : « Pierre, j'ai la confirmation que j'ai un cancer, c'est grave, je ne sais pas combien de mois encore je vais vivre mais il faut penser à l'Internationale socialiste. J'aimerais que tu me succèdes à sa tête. » Je suis stupéfait. D'abord d'apprendre qu'il est malade à ce point, ensuite d'entendre qu'il pense à moi pour le remplacer car même si j'étais dans l'organisation, j'étais un peu le benjamin. D'autres avaient été président de Conseil, comme Craxi, en Italie...

Mais sur Bettino Craxi, les affaires de financement illicite qui allaient lui valoir de graves ennuis judiciaires, Willy Brandt possédait peut-être des informations que vous n'aviez pas...

C'est ça, et il me les a données d'ailleurs. Donc Craxi, non, il n'en était pas question. Et Willy Brandt me dit : « J'ai fait le tour de la question. Il n'y a que toi qui puisses, à mon avis, prolonger ce que j'ai fait depuis quatorze ans à l'Internationale socialiste. » J'accepte, bien sûr. Il m'annonce alors que nous allons faire le tour des capitales, voir les uns et les autres pour me présenter. Ils me connaissaient tous, mais c'était une sorte de rituel. Ainsi, en septembre, en Allemagne, au pied du mur de Berlin qui s'était écroulé, j'ai été élu président de l'Internationale socialiste.

Vous avez écrit que les années suivantes ont été parmi les plus fortes de votre vie de militant.

Oui, je le crois. J'ai connu huit ans de bonheur à la tête de l'Internationale socialiste. Le mur de Berlin était tombé, le socialisme démocratique

pouvait l'emporter. Je le voulais. Et par conséquent, je me suis dit : « Voilà ma mission de président de l'Internationale socialiste ! » Bon, j'y mettais peut-être un peu de naïveté, mais j'espérais que les partis communistes rentreraient dans l'organisation. Et ainsi on aurait pu dire que le monde avançait à l'heure socialiste. Alors dès que j'ai été président de l'Internationale, j'ai fait le tour de tous les pays du monde où le Parti communiste avait une réalité. C'est une démarche dont je me suis abstenu auprès du parti communiste français, mais les Scandinaves, par exemple, même s'ils étaient un peu éberlués devant ma proposition, ils m'ont suivi ! Ça a été absolument extraordinaire. Le Parti communiste italien, lui, était déjà très évolué, déjà presque acquis aux idées nouvelles. Il a confirmé son entrée à l'Internationale socialiste. Ensuite, il y avait le parti hongrois : le Premier ministre de Hongrie avait permis de renverser le mur de Berlin finalement puisqu'il avait ouvert la porte pour que des Allemands de l'est passent à l'ouest. Il nous a suivis également. Et j'ai continué comme ça...

Beaucoup de ces pays, de ces chefs de pays, étaient obnubilés par l'Amérique.

Oui, c'est vrai que ça a été un problème, ça. Mais je voudrais dire que le début de mon action à l'Internationale socialiste était très encourageant.

Le début, mais la suite ?

Je vais en Inde rencontrer le Premier ministre... socialiste. Il n'y en a plus eu depuis. Je vais au Japon, dans cette période où les esprits se sont mis à avancer : j'y rencontre deux Premiers ministres socialistes. Jamais vu,

ça. Et jamais revu d'ailleurs... Et donc moi, j'étais à la fête ! Manifestement, ces pays allaient amorcer une évolution. Et puis je dois dire que j'ai connu aussi quelques déceptions, surtout dans les pays de l'Est où je pensais que la tâche serait la plus facile. Pour moi, il était évident que ces démocraties populaires avaient tellement souffert du communisme qu'elles allaient venir au socialisme. Mais du tout. En fait, les dirigeants dans ces pays ne comprenaient pas la différence entre communisme et socialisme. Quand j'annonçais socialiste, ils comprenaient communiste. Au sein de l'Internationale, on a été obligés d'imaginer une autre voie, un forum démocratique. Le but était de faciliter le dialogue avec ces pays qui avaient été dominés par les communistes. Cela a été très laborieux mais on y est tout de même arrivés, en partie. Mais avec la Russie de Mikhaïl Gorbatchev, j'ai multiplié toutes les initiatives, j'ai multiplié toutes les rencontres, impossible. Les Soviétiques ne connaissent pas toute l'histoire.

Des années plus tard, quel regard portez-vous sur l'homme de la perestroïka, Mikhaïl Gorbatchev ?

Pour moi, c'était un ami. Au lendemain de l'écroulement du mur de Berlin, j'avais eu l'espoir fou d'une alliance entre la France et l'URSS, mais pas seulement pour nos deux pays : cette alliance, je la voulais aussi pour Mikhaïl Gorbatchev, pour l'homme qui était très séduisant et qui faisait véritablement des efforts pour donner une version nouvelle du communisme. D'autant plus qu'avec François Mitterrand, nous avons pris le chemin d'une alliance renouvelée avec l'URSS. Après Andropov, Tchernenko, n'en parlons pas, Gorbatchev incarnait notre grande chance.

Alors je suis allé bien souvent à Moscou. Nous étions très proches, liés par une amitié véritable, très cordiale. Je lui disais : « Mais vous n'êtes plus communiste. Vous évoluez, vous devenez socialiste ! » Ça l'agaçait. Il me répondait : « Non Pierre, il ne faut pas dire ça. Je suis un communiste démocratique. » Je l'invitais à Lille, il venait, il y avait une foule délirante qui se déplaçait pour acheter ses livres, il avait beaucoup de succès. Mais à Moscou, il était rejeté. D'ailleurs, chaque fois que j'allais là-bas, je voyais qu'il avait une audience auprès des artistes, auprès des écrivains, auprès des intellectuels, mais le peuple n'était pas au rendez-vous. Je lui ai même dit : « Le mieux, c'est que tu viennes à Lille pour que te faire élire ! » Il a créé une fondation. On a échafaudé des plans entre la fondation que moi j'avais créée, la Fondation Jean-Jaurès à Paris, et sa fondation à Moscou, mais finalement d'autres sont venus après Gorbatchev, ils ne lui ont plus donné de subventions et tout s'est arrêté.

Boris Eltsine a mis fin à tout ça.

Et ce fut aussi la fin de notre grand rêve. J'ai voulu créer un Parti socialiste en Russie et je n'ai pas réussi. C'est vraiment là qu'a été mon plus grand échec. Mais je dois dire que quelques années plus tard, Gorbatchev m'a envoyé une lettre : « Tu vois, je me suis rebiffé, je n'ai pas accepté que tu me donnes le qualificatif de socialiste, eh bien maintenant je suis devenu un socialiste. Et je mène le combat avec tous les socialistes du monde. » Voilà. Et j'ai mené le mien... Fort heureusement, j'ai eu beaucoup plus de succès avec l'Afrique. J'étais parti dans une campagne contre l'Apartheid en Afrique du Sud, si bien que j'avais annoncé une grande rencontre des maires, organisée par l'Internationale socialiste et la

Fédération des villes jumelées au Sénégal, sur l'île de Gorée. Nous avons passé une soirée et toute une nuit avec l'élite mondiale, des romanciers, des écrivains, des peintres, mais aussi des maires donc, au moins cinq cents. Je me souviens qu'au cours d'un discours, je leur ai déclaré : « Aussi vrai que le jour va revenir sur cette nuit à Dakar, aussi vrai l'Apartheid disparaîtra de l'Afrique du Sud. » Quelqu'un l'a entendu. Il n'était plus en prison, mais pas libre non plus puisqu'il vivait en résidence surveillée : c'était Nelson Mandela. Alors il m'a invité, dès qu'il est arrivé au pouvoir. A ce moment-là, dans son groupement politique, l'ANC, il y avait une moitié de socialistes, une moitié de communistes. J'ai essayé de convaincre Nelson Mandela de faire adhérer l'ANC à l'Internationale socialiste. Je pensais que ça serait une victoire pour le socialisme et aussi une victoire pour moi. Mandela, un tel personnage... Il ne se passait rien, mais nous sommes toujours restés en contact et je lui ai rendu visite à plusieurs reprises. Et lorsque j'ai quitté l'Internationale socialiste, en décembre 1999, l'ANC était enfin là, présente, membre de l'organisation qui avait beaucoup grossi. De nombreux partis nouveaux étaient venus. J'ai trouvé que cela faisait une belle conclusion à huit ans de bonheur à la présidence de l'Internationale.

Tout de même, avec le recul, est-ce que vous aviez prévu les drames de l'éclatement de la Yougoslavie, ou de la rupture, plus pacifique, au sein de la Tchécoslovaquie ? Selon vous, est-ce que le mur de Berlin n'a pas révélé des failles terribles à l'intérieur de l'Europe ?

Si bien sûr. Je considère que le socialisme international, le nôtre, a vraiment manqué une occasion. Je dis que ma présidence à

l'Internationale socialiste a été huit ans de bonheur parce que partout j'ai été accueilli avec des adhésions nouvelles, etc. Mais c'est vrai que ceux qui avaient subi le joug communiste connaissaient une vraie difficulté d'adaptation au socialisme et au monde nouveau, d'où les drames qui se sont produits. Avec le recul, je pense que nous aurions dû faire tout de suite des propositions qui aillent beaucoup plus loin. Les Scandinaves et d'autres partis socialistes, européens surtout, auraient dû nous y aider pour annoncer un monde nouveau. On avait subi soixante-dix ans le communisme, le bolchevisme. En France, la gauche avait été considérablement gênée par un parti communiste très puissant. L'écroulement du mur de Berlin, c'était vraiment la naissance du socialisme démocratique. Eh bien là, d'une certaine façon, on a manqué l'occasion.

Alors aujourd'hui, il y a une crise du capitalisme : est-ce que vous pensez que c'est une nouvelle chance pour le socialisme ?

Je fais un rapprochement : dans ma vie politique, j'ai connu l'écroulement du mur de Berlin, la chance incroyable qui aurait pu être celle du socialisme démocratique de pouvoir partir à la conquête du monde, et maintenant la grande crise financière. Eh bien je considère que c'est une situation un peu comparable, bien que les acteurs soient différents. Avec cette crise, il apparaît clairement que le capitalisme, c'est le profit, les échanges, la loi de l'argent, mais rien d'autre. Ce n'est pas une force en mouvement avec des objectifs, il ne se préoccupe pas du peuple et de son avenir, on ne peut pas s'appuyer dessus pour organiser le monde de demain. Alors je crois qu'entre le communisme et la droite, il doit y

avoir le socialisme qui doit mener le marché à sa façon : un marché tempéré, canalisé, un marché où la social-démocratie européenne et mondiale s'efforce de respecter les propres lois du marché justement. Je crois qu'il nous faut trouver la solution qui permette non seulement de remplir nos obligations sociales, mais aussi de satisfaire un capitalisme qui, seul, ne mène nulle part. Et c'est pourquoi j'invite les socialistes et les sociaux-démocrates, tous ces peuples épris de liberté, à faire en sorte d'aller jusqu'au bout du traitement de cette crise et de mettre en place un pouvoir économique à la tête du monde. En 1945, après une guerre effroyable, on a été capable de créer l'ONU et donc d'installer un pouvoir mondial. Je n'ai pas imaginé sous quelle forme, mais je pense qu'aujourd'hui il faut donner naissance à un pouvoir économique qui puisse prendre en compte les échanges du monde, les grandes lois des grands mouvements de capitaux. Et je pense que l'avenir du socialisme dépendra de l'imagination et de la suite qu'on donnera à cet immense problème.

Alors pour finir, quelques mots sur Lille...

Lille, ma ville, c'est ce qui m'a toujours redonné le moral quand j'avais quelques problèmes. Ce qui m'a permis de surmonter toutes les difficultés qu'on peut avoir sur le plan politique aussi bien pour la France, que pour l'Internationale socialiste, que pour l'Europe. Car finalement, pendant toute ma carrière, j'ai été maire de Lille, et membre ou président de la communauté urbaine de Lille, et tout en menant d'autres missions, si l'on veut, j'ai travaillé à la métamorphose de Lille. Cela a été un grand plaisir. C'était une ville sans caractère, la capitale d'une région ouvrière et

durement marquée par l'industrie : j'en ai fait une belle ville. Tout le monde se plaît à dire qu'il y a eu une métamorphose de Lille.

Vous faites partie des maires qui disent qu'être à la tête d'une municipalité, c'est ce qu'il y a de plus positif pour un homme politique, parce que c'est là où on peut le plus faire de choses.

Oui, mais pas seulement. Ce qui compte, c'est d'abord la confiance des gens, que l'on ressent de très près et qui, en général, dure longtemps. J'ai été trente ans maire de Lille et aussi longtemps au sein de la communauté urbaine, comme membre et ensuite comme président. Et pendant tout ce temps, il y a un engagement de loyauté, de confiance, de réciprocité, qui est respecté. En plus de ça, on fait ce qu'on veut ! Quand je suis sorti de Matignon, j'ai connu une espèce de décompression difficile, et alors je me suis lancé dans la transformation de ma ville. J'ai foncé auprès de Madame Thatcher, conservatrice en diable, pour lui faire accepter le tunnel sous la Manche. Ensuite, ça a été les TGV... Puis toute cette grande épopée des grands travaux de la ville, Euralille. Je pense que ce métier-là, celui de maire, est plus humain que celui de la politique au niveau des Etats. C'est un métier de confiance, d'imagination, et quand vous réussissez, alors vous éprouvez une satisfaction immense.

Qu'est-ce que vous avez conseillé à Martine Aubry qui vous a succédé à la mairie de Lille ?

De continuer, suivant sa personnalité naturellement. C'est ce qu'elle fait d'ailleurs. Je l'ai choisie. C'est une personne à la fois d'intelligence et de

caractère, qui s'attache à son travail comme maire de Lille et comme présidente de la communauté urbaine avec beaucoup d'imagination. Elle fait à sa façon, mais elle s'inscrit bien dans les pas des grands maires de Lille qui a été animée, gouvernée par des maires socialistes depuis le début du XX^e siècle.

Une dernière question, Pierre Mauroy : vous avez quitté la vie politique active, tout en animant la Fondation Jean-Jaurès, mais êtes-vous aussi enthousiaste sur le socialisme que vous l'étiez lorsque vous aviez dix-sept ans ?

Absolument. J'ai eu des moments d'interrogation. J'ai eu des moments où j'ai eu l'impression que notre socialisme démocratique allait être écrasé par le communisme. J'ai eu des moments où je voyais le Parti socialiste s'affaiblir, coincé entre la droite et l'évolution du Parti communiste... Mais je dois dire qu'aujourd'hui, je vois un côté favorable à long terme à la crise : nous pouvons prendre conscience que l'on doit dominer ces problèmes financiers de la même façon que l'ONU a permis de dominer les rapports entre les Etats et les individus. C'est à ça que je veux m'atteler en particulier avec ma Fondation Jean-Jaurès. C'est à partir de là que le socialisme tel que je l'ai toujours conçu connaîtra une nouvelle jeunesse : socialisme de la liberté et de la démocratie.

HOMMAGES

*Intervention de François Hollande,
président de la République
Cérémonie d'hommage national à Pierre Mauroy
à l'Hôtel national des Invalides*

Mardi 11 juin 2013

Mesdames, Messieurs,
Madame, chère Gilberte Mauroy,

Peu d'hommes, même éminents, peuvent s'enorgueillir d'avoir fait l'histoire de leur pays. Pierre Mauroy est incontestablement de ceux-là. Non par la durée de son gouvernement – un peu plus de trois ans – mais par les circonstances dans lesquelles il eut à agir et par les choix qu'il eut à faire.

Pierre Mauroy fut en effet le « premier Premier ministre » de l'alternance sous la V^e République après l'élection de François Mitterrand, le 10 mai 1981. Il forma, en juin 1981, un gouvernement de l'union de la gauche. C'était une formule inédite depuis 1947.

A la tête du pays, il engagea de grandes réformes qui demeurent, encore aujourd'hui, comme autant d'acquis – de la décentralisation à l'abolition de la peine de mort, de la cinquième semaine de congés payés à l'instauration de l'impôt sur les grandes fortunes. Il accorda le droit de partir à la retraite à soixante ans à ceux qui n'avaient plus le temps d'attendre, tant la vie les avait usés.

Ce destin exceptionnel, rien ne le disposait à l'accomplir mais tout le conduisait à en rêver.

Pierre Mauroy était un enfant du peuple. Aîné de sept enfants, il avait grandi dans un village de mineurs. Le centre de sa vie, c'était l'école de la commune, l'école de la République où son père était instituteur. Pour lui, aimer le peuple, ce n'était pas le flatter et encore moins l'abuser. Aimer le peuple, c'était le respecter. C'était le servir.

Il s'y était préparé à sa façon.

Sa formation, ce fut l'Ecole nationale d'apprentissage, « son ENA à lui ». Son apprentissage, ce fut le syndicalisme, pour défendre les engagements des professeurs du technique. Sa culture, ce fut le socialisme. Il en avait embrassé très tôt la cause.

Le socialisme, il en épousera tous les rôles. Jeune cadre de la SFIO, il fonda avec François Mitterrand le Parti d'Epinais en 1971. Il fut le premier secrétaire en 1988, puis – consécration suprême à ses yeux – il succéda à Willy Brandt, en 1992, à la présidence de l'Internationale socialiste. Jusqu'à la fin de sa vie, jusqu'à son dernier souffle, il anima la Fondation Jean-Jaurès, pour bien marquer la continuité de son engagement.

Sa terre, c'était le Nord, c'était Lille.

Devenu maire en 1973, il modernisa sa ville, la transforma, la tourna vers l'Europe. Lille dont il fit, avec la Communauté urbaine, une grande métropole économique et culturelle. Lille, c'était sa fierté, son refuge, sa ressource. Lille, c'était sa capitale, la capitale des Flandres, la capitale de son cœur.

Mais si nous sommes rassemblés aujourd'hui, ici dans ce lieu, ce n'est pas simplement parce que Pierre Mauroy fut un enfant du peuple, un socialiste, un élu local d'une dimension exceptionnelle. Non ! Si nous sommes réunis, c'est parce que Pierre Mauroy est entré dans l'histoire,

pour avoir été l'artisan de grandes conquêtes sociales et de libertés nouvelles. Sûrement. Rien que pour cela, il a sa place.

Mais il a surtout fait des choix, des choix essentiels dont nous sommes les uns et les autres – quelle que soit notre place dans la vie politique – les héritiers.

Le choix du réformisme, d'abord. Pour Pierre Mauroy, réformer ce n'était pas renoncer. C'était réussir. Réformer, c'était se défaire de l'illusion des mots pour passer à la vérité des actes. Réformer, ce n'était pas céder à la réalité, c'était la saisir à la gorge pour la transformer. Pour Pierre Mauroy, réformer, c'était inscrire la gauche dans la durée.

Et pour y parvenir, il lui fallut faire face. Faire face aux espoirs et aux attentes sans limites, après vingt-trois ans dans l'attente de l'alternance. Faire face aussi aux difficultés, aux défis du monde, d'un monde nouveau qui commençait à émerger. Faire face aux impatiences et aux colères.

Il lui fallut assumer. Et Pierre Mauroy assumait le sérieux budgétaire, le blocage des prix et des salaires, les restructurations industrielles. Des décisions qui lui coûtèrent, surtout quand lui, l'homme du Nord-Pas-de-Calais, il lui fallut fermer le dernier puits de mines, lui qui entreprit de moderniser les laminoirs de Lorraine. Oui, cela lui coûtait, mais il sut prendre ces décisions parce qu'il les savait non pas inévitables, mais nécessaires pour reconvertir, redresser et repartir.

Il avait surtout compris que le destin de la France passait par l'Europe. Que faire « cavalier seul » pouvait finir en une cavalcade sans lendemain. Qu'il fallait donc faire la France en construisant l'Europe.

Tout était lié. Par facilité ou commodité de langage, on désigna cette orientation d'un même mot : « la rigueur ». Et le même homme, Pierre Mauroy, qui avait été choisi par François Mitterrand pour incarner la volonté de changement, conçut, engagea, appliqua cette politique. Il n'y voyait pas de contradiction. Il n'y en avait d'ailleurs pas. La rigueur, c'était la condition pour poursuivre la réforme, le changement.

Le rôle historique de Pierre Mauroy se révéla dans ces semaines décisives du printemps 1983, lorsque se jouèrent le sort de la France et l'avenir de l'Europe. Il sut convaincre François Mitterrand, avec le concours de Jacques Delors, pour rester dans le système monétaire européen et, ainsi, préparer la création de l'euro.

La vie de Pierre Mauroy est une belle leçon politique pour l'ensemble des Français. Elle nous montre que l'on peut avoir le sens des responsabilités et conserver son idéal. Que l'on peut servir l'intérêt supérieur de l'Etat et garder ses valeurs. Que l'on peut concilier la justice sociale et l'ambition économique. Que l'on peut porter la modernité et préserver son authenticité. Que l'on peut défendre les classes populaires et travailler pour tous les Français. Que l'on peut être fidèle à sa tradition et préparer l'avenir. Que l'on peut faire de grandes réformes et faire preuve de réalisme. Que l'on peut se révéler homme d'Etat et demeurer homme du peuple. Que l'on peut être patriote et Européen. Que l'on peut exercer les plus hautes fonctions et rester un « militant ».

Pierre Mauroy avait cette formule citant Kipling. Il disait : « Dans ce monde, il y a ceux qui restent chez eux et puis il y a les militants ». Il se méfiait des idéologies, mais il croyait aux idées, à celles qui entraînent,

à celles qui mobilisent, à celles qui élèvent. Et notamment à l'éducation populaire qui le conduisit à créer, jeune homme, une institution qui demeure aujourd'hui : la Fédération Léo-Lagrange.

Pierre Mauroy, c'était une stature imposante, une voix chaude avec des phrases longues, des intonations tumultueuses. Pierre Mauroy, c'était un visage bienveillant, solide, ferme. Mais Pierre Mauroy, c'était aussi un homme d'une grande finesse.

Finesse d'esprit, avec une intelligence des gens et des situations. Il voyait tout et parfois ne disait rien ou il le gardait pour lui et le confiait plus tard. Sans acrimonie, car Pierre Mauroy n'avait pas besoin d'être méchant pour être craint. Finesse politique pour parvenir habilement – quelquefois dans des circonstances laborieuses – à ses fins.

Oui, Pierre Mauroy avait de l'élégance, de la subtilité. Ses mains, longues, interminables, blanches qui, telles deux oiseaux, accompagnaient ses discours, étaient par elles-mêmes aussi le reflet de sa personnalité. Sa force et sa finesse : c'est cet alliage qui lui donnait la « sérénité du couvreur sur le toit » pour reprendre une belle formule de Léon Blum pour qualifier les bâtisseurs.

Pierre Mauroy aimait les gens et les gens l'aimaient. Il avait cette qualité rare de prendre du temps, y compris avec les humbles. Il savait raconter les histoires, émouvoir par les mots, donner ses impressions. Il avait le sens de la camaraderie comme d'autres ont le sens de la chevalerie. Il n'était pas familier, mais il était chaleureux.

Mesdames, Messieurs,

Madame,

Rendre hommage à Pierre Mauroy, c'est faire l'éloge du courage en politique, de la constance et de la fidélité. Fidélité à ses origines, fidélité aux ouvriers, fidélité à son parti, fidélité à ses amis, à ses idées, à sa ville, à son pays, fidélité à l'Europe. Oui, fidélité à ce qui fait le sens d'une vie, l'accomplissement d'un destin, la contribution à l'Histoire.

En ce moment où tout s'achève, je repense à l'ultime ligne du dernier livre que Pierre Mauroy publia. Il écrivait : « Les hommes passent avec le reste. Mais les justes causes, elles, ne meurent jamais ».

Mesdames, Messieurs,

C'est en servant ces causes, c'est en les servant bien que nous serons, à notre tour, fidèles à Pierre Mauroy, à la République et à la France.

*Discours d'Harlem Désir,
premier secrétaire du Parti socialiste
Hommage du Parti socialiste à Pierre Mauroy
au siège du Parti socialiste*

Mardi 11 juin 2013

Monsieur le Premier ministre,
Chers amis, chers camarades,

Merci à toutes et à tous d'avoir bien voulu prendre part à ce temps d'hommage et de recueillement des socialistes. Je veux remercier en particulier l'épouse de Pierre, Mme Gilberte Mauroy : c'est un grand honneur de vous avoir parmi nous aujourd'hui ainsi que votre fils Fabien, vos petits-enfants Alexis et Laura et leurs compagnes et compagnons.

Si notre famille est en deuil aujourd'hui, c'est parce que la gauche a perdu un grand militant et la République un grand homme d'Etat. Pierre Mauroy a été, pour chacun et chacune d'entre nous, pour toutes les générations de socialistes qui l'ont côtoyé, écouté, pour tous ceux qui ont eu la chance de partager un moment de son immense parcours, une référence, un modèle, mais aussi une voix et une silhouette inoubliable auprès desquels nous pouvons puiser force, exemple et courage pour l'engagement et l'action.

Peu d'hommes peuvent marquer à ce point de leur empreinte le mouvement socialiste, l'histoire de leur pays, et les vies personnelles de ceux qui les ont accompagnés. Pierre Mauroy était de ceux-là.

Pierre Mauroy était un homme de responsabilités, un homme d'Etat, mais au-delà de la marque qu'il laisse déjà dans l'Histoire, nous pleurons aujourd'hui l'homme chaleureux, généreux, « authentique » comme l'a dit Lionel Jospin. Un socialiste au « volontarisme inébranlable » pour reprendre les mots de Martine Aubry, toujours fidèle à ses valeurs, dans ses combats comme dans son existence d'homme.

Chez Pierre, la vie socialiste s'est mêlée à l'histoire du siècle et la conscience politique s'est forgée aux côtés des siens. Elle a pris sa source, il l'a parfois raconté, sur les routes de l'Exode qu'il connaît adolescent en 1940, lorsqu'il découvre, au Crotoy, au milieu de ces milliers de Français chassés par la guerre, sa propre révolte contre l'injustice et contre la souffrance des siens.

Pierre n'a jamais oublié les siens, il n'a jamais oublié qu'il venait d'un petit village d'ouvriers et de paysans du Nord. Il était un homme du peuple qui aura consacré sa vie à le servir. Il incarnait l'âme populaire de la gauche. Il se battait pour que le socialisme ne soit pas qu'une « espérance immense », comme il disait. Pour lui, le socialisme était la force de transformer le réel et le courage de dire la vérité.

Il agissait pour que le progrès soit concret, et d'abord pour les classes populaires et la jeunesse. C'est pour l'émancipation des classes populaires que Pierre Mauroy a défendu les droits de la France qui travaille. C'est pour l'émancipation de la jeunesse que Pierre Mauroy a créé la Fédération Léo Lagrange. « L'homme doit devenir la mesure de toute chose, et c'est à l'échelle humaine qu'on juge une politique », disait-il en 1981 à l'Assemblée nationale dans son discours de politique générale reprenant une formule de Léon Blum. Voici la première des leçons de Pierre Mauroy – le devoir des socialistes est de mettre la force de la volonté politique au service du changement, au service d'un changement réel, tangible, manifeste qui rende le présent et l'avenir meilleur pour chacun.

Pierre représentait aussi une certaine idée du mérite militant et républicain.

Si Pierre Mauroy reste comme une immense figure du socialisme français et international, c'est parce qu'il en a gravi toutes les échelons militants : engagé dès l'âge de seize ans à la SFIO, il a dirigé les Jeunesses socialistes, la Fédération du Nord, le Parti socialiste, d'abord comme numéro 2 auprès de François Mitterrand à partir du congrès d'Épinay, puis, plus tard, comme Premier secrétaire de 1988 à 1992 ; il préside enfin l'Internationale socialiste de 1992 à 1999.

Pierre Mauroy a été, tout au long de sa vie, un artisan de notre rénovation idéologique et de notre compréhension du monde. Homme de fidélité aux valeurs, à la tradition, à l'histoire du socialisme, Pierre Mauroy a aussi été un homme d'ouverture aux idées et aux réalités nouvelles, toujours tourné vers l'avenir. Il l'a montré à Lille mais également à la tête du Parti où il fait adopter une nouvelle déclaration de principes et lancé un travail de réflexion fondamental sur l'identité du socialisme dans le monde nouveau issu de l'effondrement de l'URSS – ce sera le congrès de l'Arche. A la tête de l'Internationale socialiste où il prend le relais de Willy Brandt, il ouvre et étend l'organisation, la faisant passer de 101 à 170 membres, tout en restant fidèle à ses valeurs, assumant, aux côtés de Lionel Jospin, une confrontation avec le blairisme lors du congrès de Paris en 1999.

Cette passion pour les idées, la transmission et l'internationalisme conduira aussi au lancement de la Fondation Jean-Jaurès qu'il présidera jusqu'à la fin de sa vie.

Au sein du Parti socialiste, même après avoir quitté ses responsabilités, il reste présent à nos côtés comme un sage actif au Bureau national, faisant partager son expérience sur les grandes questions nationales et internationales.

A côté de ce parcours remarquable dans le parti, Pierre Mauroy était aussi un symbole de la méritocratie dans la République, lui qui, à force d'efforts et de travail, y aura exercé les plus hautes responsabilités. D'abord élu conseiller général, puis député, président du Conseil régional Nord-Pas-de-Calais, député européen, maire, sénateur et bien sûr Premier ministre.

Pierre nous laisse un héritage politique immense, il nous montre le chemin que doit emprunter le socialisme, ce qu'est le socialisme.

C'est lui qui a eu la lourde charge de mettre en œuvre ce que François Mitterrand appelait « la rencontre de la France avec le socialisme ». Il nous a sans cesse rappelé la nécessité de dire la vérité et d'agir avec courage. Il nous a montré, à Lille comme à la tête du gouvernement, que le socialisme véritable est bâtisseur et réformateur. Il a inscrit l'action socialiste au gouvernement dans la durée nécessaire aux grandes réformes. Il a montré avec éclat l'importance de l'action municipale, et que celle-ci n'est pas moins noble ni moins indispensable que de gouverner au niveau national.

L'action de Pierre Mauroy fait honneur à la gauche parce qu'il a montré que le socialisme du réel n'était pas de renoncer à changer la vie, mais

au contraire de mettre toute la force de nos idéaux au service d'un réformisme concret. Les socialistes, et au-delà l'ensemble des Français, lui seront à jamais reconnaissants de son combat inlassable pour la justice sociale et des grandes réformes qu'il a portées au service de notre pays : l'abolition de la peine de mort, la décentralisation, la cinquième semaine de congés payés, la retraite à soixante ans, les lois Auroux, le remboursement de l'IVG, le choix fondamental de l'Europe en 1983 avec Jacques Delors et François Mitterrand.

Il nous a aussi légué le plus important des messages : le premier devoir de la gauche et des socialistes, c'est le devoir d'unité, parce que sans unité, la gauche ne peut pas accéder au pouvoir, la gauche ne peut pas servir le peuple. L'union de la gauche et l'unité des socialistes qui la précède ne sont pas qu'une stratégie, elles sont un objectif politique en tant que tel. Il a gouverné en socialiste mais en rassemblant toute la gauche, des communistes aux radicaux de gauche.

D'Épinay jusqu'à la victoire de 1981, en passant par les négociations du programme commun, Pierre Mauroy a eu le courage de faire, avec François Mitterrand, les choix indispensables pour moderniser le Parti socialiste, pour l'ouvrir à de nouveaux courants avec les Assises du socialisme et Michel Rocard, pour l'ancrer dans une stratégie d'alliance à gauche, et conquérir le pouvoir.

L'unité des socialistes, l'union de la gauche, Pierre ne les théorisait pas seulement, il les incarnait. Je crois pouvoir dire que pour Pierre Mauroy, cette unité était une manière d'être. Comme si, dans ses bras imposants, il voulait embrasser, rassembler, toute la famille socialiste. Pierre

nous montrait, par son humanité, sa bienveillance, ce que devrait toujours être la camaraderie, la fraternité militante, dont il nous est arrivé – parfois – de manquer.

Son message est actuel, c'est le message de la réforme, de la volonté, de la vérité et du courage, au service de la justice sociale et du progrès. C'est pourquoi je crois que ses valeurs et ses convictions continuent d'éclairer les socialistes et devront continuer d'orienter notre action. Il voulait que nous soyons héritiers de l'avenir.

Nous devons écouter la voix de Pierre Mauroy nous guider dans le siècle à venir. Fils d'instituteur, lui-même professeur, il était un passeur et un homme du collectif, c'est peut-être pour cette raison que sa personnalité nous a tant marqués. Dans la longue chaîne du progrès humain et du combat socialiste, il a pris sa place avec humilité et finalement avec grandeur au premier rang de notre histoire.

Il avait confiance dans les socialistes, ceux des générations actuelles et futures, quel que soit leur niveau d'engagement et de responsabilité, pour poursuivre cette immense œuvre de transformation sociale et d'égalité. C'est une haute exigence.

Cher Pierre, comme François Mitterrand te l'avait demandé en août 1993, nous continuerons de « mettre du bleu au ciel », au service du socialisme, au service du peuple et de la République.

*Discours de **Martine Aubry**, maire de Lille,
présidente de Lille Métropole Communauté urbaine
Hommage à l'Hôtel de Ville de Lille*

Jeudi 13 juin 2013

Chère Gilberte,
Monsieur le Premier ministre,
Chers amis,

Pierre Mauroy nous a quittés ce vendredi 7 juin. Nous sommes réunis aujourd'hui dans sa ville après qu'au nom de la Nation, mardi, le président de la République lui a rendu hommage, à l'Hôtel des Invalides. François Hollande a salué avec des mots justes la vie et l'engagement d'un homme d'exception « qui a fait l'histoire de son pays ».

Ce matin, nous voulons prolonger cet hommage, dans ce Nord qui l'a vu naître en 1928, ici à Lille, que Pierre Mauroy a tant aimée. Lille à qui il a tant donné.

Lille et toute la région sont dans l'émotion et dans la tristesse.

Nous voulons tous ici exprimer notre respect et notre amitié à celui qui a été, au-delà d'un remarquable Premier ministre, un exceptionnel maire de Lille et un grand président de la Communauté urbaine.

Nous entourons sa famille et nous partageons sa douleur. Je veux saluer avec toute l'affection que je leur porte : Gilberte Mauroy, son épouse, Fabien, son fils et Isabelle, sa belle-fille, Laura et Alexis, ses petits-enfants, et leurs conjoints, Eglantine, son arrière petite-fille, ses frères et sœurs, et toute sa famille.

Pierre Mauroy est aujourd'hui dans nos cœurs. Je sais, Pierre, que tu serais touché de voir cette foule rassemblée pour t'accompagner et te rendre hommage.

Nous sommes très heureux que dans cette cérémonie, aussi solennelle que chaleureuse, le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, nous fasse l'honneur de sa présence. Nous savons les liens étroits qui l'unissaient à Pierre Mauroy.

Merci à Lionel Jospin, ancien Premier ministre, mais aussi premier secrétaire du Parti socialiste, lorsque Pierre Mauroy était à Matignon, de sa présence. Merci au président du Sénat, Jean-Pierre Bel ; au président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone, ainsi qu'aux nombreux parlementaires, représentants les partis républicains, d'être ici parmi nous. Merci au premier secrétaire du Parti socialiste, Harlem Désir.

Je salue chaleureusement les anciens ministres du gouvernement de Pierre Mauroy, et ses anciens collaborateurs qui lui font l'amitié de leur présence. Je salue également :

Les personnalités de la ville,

Les maires de nos villes jumelles,

Les personnalités étrangères,

Les autorités civiles, monsieur le préfet de région, cher Dominique Bur,

Les autorités militaires, messieurs les Généraux,

Les autorités religieuses, et particulièrement vous, monseigneur Ulrich, qui allez célébrer les funérailles en la Cathédrale de la Treille.

Au nom des députés et sénateurs du Nord-Pas de Calais,

Au nom de Daniel Percheron, président, et des élus du Conseil régional,

Au nom de Patrick Kanner, président, et des élus du Conseil général du Nord,

Au nom de Dominique Dupilet, président, et des élus du Conseil général du Pas-de-Calais,

Au nom de tous les élus et anciens élus de la Ville de Lille, des maires et des élus et de la Communauté urbaine, et des élus de l'Eurométropole, je voudrais vous dire combien nous sommes heureux que vous soyez tous ici avec nous, pour exprimer votre respect et votre amitié à Pierre Mauroy.

Quant à moi, ai-je besoin de rappeler toute l'admiration que j'avais pour Pierre, et toute l'affection et la complicité que nous partagions ? Lui qui m'a fait ce magnifique cadeau de m'appeler à ses côtés à Lille puis de lui succéder.

Permettez-moi de m'adresser plus personnellement à tous les Lillois, à tous les habitants du Nord-Pas-de-Calais, et plus particulièrement à celles et ceux qui se sont manifestés par leur présence par milliers, par leurs témoignages, à celles et ceux qui nous regardent. Sachez que Pierre Mauroy serait touché d'une telle vague d'émotion et de soutien.

Pierre Mauroy a écrit « C'est au Nord que je dois d'être l'homme que je suis ». Plus que jamais le Nord se sent orphelin. Mais tellement fier de compter Pierre Mauroy parmi ses géants.

Pierre n'a jamais oublié d'où il venait. Toute sa vie il est resté fidèle et attaché aux terres qui l'ont vu grandir, aux valeurs qu'il en a héritées. Ses valeurs lui venaient de l'enfance. De sa mère, aimante, qui lui transmet le sens de la famille. De son père, directeur d'école, qui lui inculque la laïcité.

Ses valeurs, c'étaient bien sûr celles de la République – liberté, égalité, fraternité. C'étaient aussi la solidarité et le courage qu'enfant il observe chez les paysans de l'Avesnois – le « pays des pâtures » de sa mère – et chez les ouvriers du Hainaut – le pays de son père. Cette solidarité si chère aux hommes et aux femmes de notre région attachés à l'action collective, notre région où le syndicalisme a joué un rôle majeur, et où sont nées les mutuelles et les coopératives. Ce courage, celui qui déplace les montagnes, celui qui bouscule la réalité lorsqu'elle se rebiffe face à notre volonté. Ce courage qui imprègne le Nord-Pas-de-Calais où rien n'a été donné, où tout a été conquis par le travail et la ténacité des hommes et des femmes. Cette solidarité, ce courage animaient Pierre Mauroy.

Ces valeurs, acquises dans ses jeunes années, il les retrouve dans le socialisme. C'est à Haussey, petit village du Valenciennois, qu'il rencontre le socialisme. Il est alors un adolescent révolté par les terribles conditions de travail dans les usines. Il a été porté par le formidable espoir de changement qu'inspire le Front populaire et enthousiasmé par l'humanisme de Léon Blum.

Ces valeurs ne l'ont plus jamais quitté, elles l'ont guidé toute sa vie. Ne répétait-il pas lui-même : « A gauche je suis, à gauche je reste ». Mais Pierre Mauroy ne voulait pas seulement se révolter, gronder, s'insurger. Toujours, il a ressenti le besoin et la volonté de changer les choses, et donc d'agir.

Toute sa vie, Pierre Mauroy a été un militant. Lors de l'hommage aux Invalides, le président de la République l'a rappelé en citant Kipling : « Dans ce monde, il y a ceux qui restent chez eux, et puis il y a les mili-

tants ». Le militant, c'est-à-dire l'homme qui se bat pour défendre ses idéaux et changer la société.

Ce militant, Pierre Mauroy l'est resté dans tous les postes qu'il a occupés – je devrais dire habités – au sein du mouvement socialiste : de la section des Jeunesses socialistes de Cambrai à la tête du Parti socialiste, jusqu'à l'Internationale socialiste.

Militant, Pierre Mauroy l'est resté également tout au long de sa vie politique, de ses mandats locaux jusqu'à Matignon. C'est aussi cela qui en fait un grand homme d'Etat. De ceux qui ont marqué l'histoire de la République, occupant les plus hautes fonctions sans compromettre leurs valeurs. De ceux qui ont su transformer la société et changer la vie des Français.

Les Français n'oublieront pas que Pierre Mauroy fut le premier Premier ministre de la gauche de la V^e République. Pierre Mauroy avait une vision et même des rêves. Il le disait : « Pourquoi n'aurait-on pas des rêves ? ». Mais il était réaliste et s'efforçait de changer la réalité lorsqu'elle résistait.

Il a su, à la fois, bien gérer la France et mener de grandes réformes. Pierre Mauroy fut l'homme du réalisme économique qui a lutté contre l'inflation, qui a redressé notre industrie, qui a instauré l'impôt sur les grandes fortunes ; celui qui a fait le choix décisif de l'Europe et du Système monétaire européen.

Réaliste, il se devait de l'être car il n'y a pas d'action efficace et durable sans sérieux. Et ce qui était essentiel pour lui en politique, c'était de respecter ce pour quoi, et ceux par qui il avait été élu. Jamais il n'a oublié ce qui l'a mené au socialisme et à la vie politique. François Mitterrand l'avait choisi d'ailleurs pour sa proximité avec le peuple, pour ses valeurs et sa volonté de changement.

Et les réformes sociales furent majeures. Qu'on se souvienne de la cinquième semaine de congés payés, de la retraite à soixante ans, des lois Auroux, de la réglementation du travail précaire...

Certains pensaient, quand il fut nommé à Matignon, qu'il était un homme du passé, parce qu'il avait déjà plus de 35 ans d'engagement politique derrière lui. Quel beau démenti leur a-t-il apporté, lui qui a profondément modernisé la société ! Qu'on se souvienne de l'abolition de la peine de mort, des lois sur l'égalité homme-femme, de la dépénalisation de l'homosexualité, du remboursement de l'IVG ou encore de la légalisation des radios libres... Personne, en revanche, ne s'est étonné que le grand élu local qu'il était ait porté avec passion les lois de décentralisation pour donner enfin des pouvoirs aux territoires.

A une période où les Français doutent de la politique, Pierre Mauroy nous a montré comment allier une vision et des idéaux avec le réalisme et l'action. La vision provenait d'une analyse fine de la société, de lectures et de débats, de recherches et d'études, qu'il avait d'ailleurs su organiser à travers la Fondation Jean-Jaurès.

La mise en œuvre de cette vision, il la voulait pour le présent mais aussi pour l'avenir. Il avait foi dans les hommes pour changer la société. Il avait foi surtout dans la jeunesse. Parce qu'il savait qu'un pays qui ne croit pas en sa jeunesse n'a pas d'avenir. Parce qu'il voulait l'émancipation de chaque jeune par l'éducation bien sûr, lui, le fils d'instituteur de la III^e République qui choisira de devenir enseignant. Mais aussi par l'éducation populaire, lui qui créa très jeune – il n'a alors que 22 ans – la Fédération Léo-Lagrange qui, plus de soixante ans après, demeure un espace d'épanouissement et d'enrichissement pour la jeunesse.

La mise en œuvre de cette vision, il la défendait aussi à travers le monde où il œuvrait pour la liberté, la démocratie et la justice sociale. Il la concrétisait ici, à travers des jumelages, « ces mouvements du cœur, de l'intelligence et de la raison » comme il les appelait. En Europe, pour consolider la paix et construire l'Union des hommes et des femmes ; en Israël et en Palestine, où il avait voulu des villes jumelles pour contribuer à la paix. En Afrique, où il était accueilli en ami et où les liens avec Saint-Louis du Sénégal sont si forts encore.

A travers sa présidence de l'Internationale Socialiste, il a poursuivi l'œuvre de Willy Brandt de partager les valeurs socialistes à l'échelle du monde. A la mondialisation économique, il opposait une mondialisation politique et humaniste.

Pierre Mauroy ne faisait qu'un. Il ne changeait pas de discours ou de projets en fonction des mandats qu'il remplissait. Il détestait plus que tout la démagogie et le populisme. Aussi a-t-il déployé ici, chez lui,

toutes ses qualités qu'il a mises au service de la France. Ici, dans son Nord natal et sa région qui l'ont forgé, à Lille, « sa » ville de cœur qui lui doit tant, et dans cette grande métropole qu'il a rassemblée et ouverte sur l'Europe.

Mais peut-être me suffirait-il d'énumérer tous les mandats qu'il a occupés pour que chacun mesure tout ce que Pierre Mauroy a apporté au Nord-Pas-de-Calais : conseiller général du canton du Cateau-Cambrésis, premier adjoint au maire de Lille, Augustin Laurent, maire de Lille, député du Nord, premier président du Conseil régional, député européen, président de la Communauté urbaine de Lille, sénateur du Nord – ce fut d'ailleurs son dernier mandat.

Souvent il me disait que le mandat de maire était celui qu'il avait préféré. Et je le savais si fier de s'inscrire dans les pas de la prestigieuse lignée des grands maires socialistes de notre ville, que furent Gustave Delory, Roger Salengro et Augustin Laurent.

Comment ne pas se sentir émue aujourd'hui, ici dans cet Hôtel de ville où il a travaillé à façonner le visage et l'avenir de Lille ? Lille « la belle endormie », telle qu'on la nommait dans les années 1970, Pierre l'a faite entrer dans la cour des grandes métropoles européennes.

Je l'ai dit, Pierre Mauroy était un visionnaire. Pierre aimait rêver. Pour Lille et pour le Nord, il avait tant de rêves. Et ce qui le rend exceptionnel, c'est qu'il a su en réaliser beaucoup. Pour Lille et la métropole, Pierre Mauroy a nourri les plus grandes ambitions et a mené les plus rudes batailles car il les savait décisives pour l'avenir.

C'est celle du Tunnel sous la Manche, arraché à Margaret Thatcher. Pierre racontait avec humour : « J'ai compris que j'avais gagné, non pas le jour où Margaret a dit oui, mais le jour où elle a cessé de me dire non ». C'est celle du TVG qui devait contourner notre ville et passer « dans la pampa », comme il le disait. Sa devise était alors : « Ce train, Lille ne doit pas le rater ! ». C'est celle aussi d'Euralille, ce véritable défi urbanistique et économique qui lui a valu tant de débats et qui a propulsé Lille vers le nouveau millénaire.

C'est celle de la constitution d'une métropole rassemblée et rayonnante, au service des habitants. Il a mis toute son énergie pour sortir des querelles de beffroi au profit d'une ambition partagée pour l'ensemble des 87 communes de notre métropole.

C'est celle, encore, de la fondation de notre Eurométropole, avec nos amis flamands et wallons, aujourd'hui première institution transfrontalière reconnue par l'Union européenne. Un combat qu'il portait depuis les années 1970 en Européen convaincu.

Je voudrais enfin parler plus intimement de l'homme. Beaucoup l'ont fait depuis l'annonce de sa disparition. Pierre, c'était certes un grand destin, comme je l'ai rappelé. Mais c'était aussi un homme proche des gens. Et cela n'avait rien de contradictoire, nous le savions tous ici.

Car pour chaque Lillois, chaque Nordiste, Pierre Mauroy est et restera un « géant ». Ce qui n'empêchait pas les mêmes de le surnommer affectueusement « gros quinquin ». Loin de s'en offusquer, il s'en amusait lui-même. Ces deux expressions résument, à la fois, tout le respect, mais aussi tout l'attachement qu'il inspirait à chacun.

Pour nous tous, Pierre Mauroy restera une carrure qui en imposait par sa prestance. Pour nous tous, Pierre Mauroy restera un regard. Peut-être sévère au premier abord derrière ses épaisses lunettes. Mais dans lequel se lisaient toute la force de ses convictions et la détermination qui l'animait.

Pour nous tous, Pierre Mauroy restera une voix. Grave. Forte. Posée. Une voix qui résonne encore dans ces murs. Une voix dont il savait jouer, d'un registre tendre jusqu'à des colères homériques, dont certaines étaient feintes pour mieux convaincre ses interlocuteurs. Mais c'était aussi la voix d'un conteur hors pair, qui racontait à merveille la grande Histoire sans oublier la « petite », à travers des anecdotes savoureuses et souvent pleines d'humour.

Pour nous tous enfin, Pierre Mauroy restera cet homme aux mains inoubliables. Ces longues mains qui montraient à elles seules sa finesse et son élégance. Ces mains dont les mouvements amples et aériens rythmaient ses discours. Ces mains qui montraient le sens et qui exprimaient son accord ou sa désapprobation, lorsqu'il les frottait furieusement l'une contre l'autre. Nous sommes nombreux ici à avoir appris et compris le langage de ses mains. Ses mains qui ne trompaient pas, tout comme lui.

Aujourd'hui, comme vous, ma chère Gilberte, comme les vôtres, chacun a le sentiment d'avoir perdu un grand homme.
Les Lillois, un maire d'exception.

Les habitants du Nord-Pas-de-Calais, celui qui a toujours cru en eux et leur est resté fidèle.

Les socialistes, une référence et un éternel militant.

Les Français, un Premier ministre qui a porté le changement.

De Pierre Mauroy, on n'oubliera rien : ni les idées, ni les combats, ni l'homme. L'empreinte qu'il laisse est immense. Mais peut-être devons-nous d'abord nous souvenir de sa capacité inaltérable à ne jamais baisser les bras et à toujours aller de l'avant pour porter le progrès, cette belle idée qui dit que demain sera meilleur qu'aujourd'hui, pour tous et pour chacun.

François Mitterrand aimait dire : « Il faut garder la nuque raide quand on sait que ce que l'on fait est juste ». C'est ce qu'a fait Pierre Mauroy tout au long de sa vie. Oui, Pierre, nous resterons, comme tu l'as si bien exprimé et comme tu nous l'as finalement demandé, « les héritiers de l'avenir ».

Au nom de tous, comme je l'ai fait en janvier 2012, lorsque nous étions nombreux autour de toi à l'Opéra pour te rendre hommage, alors que tu quittais la vie politique, je voudrais te redire : « Merci Pierre, ne t'inquiète pas, on continue ».

SON PARCOURS

Secrétaire national des jeunesses socialistes (1955-1959)

Secrétaire général de la Fédération nationale Léo Lagrange (1951-1972), président (1972-1981), puis président d'honneur (jusqu'en 2013)

Professeur de l'enseignement technique à Colombes (1952)

Secrétaire général du Syndicat des collègues d'enseignement technique de la Fédération de l'Education nationale (1955-1958)

Membre du Comité directeur du Parti socialiste SFIO (1963)

Membre du Bureau du Parti socialiste SFIO (1963)

Secrétaire général adjoint du Parti socialiste SFIO (janvier 1966)

Membre du comité exécutif de la Fédération de la Gauche démocrate et socialiste (1965-1968)

Conseiller général du Cateau et vice-président du Conseil général du Nord (1967-1973)

Conseiller municipal et premier adjoint au maire de Lille (1971), puis maire de Lille (1973) et réélu en 1977, 1983, 1989, 1995

Vice-président de la Communauté urbaine de Lille (1971), élu président le 27 juin 1989, réélu en 1995 et en 2001

Premier secrétaire de la Fédération du Nord du Parti socialiste et secrétaire national de la Coordination du Parti socialiste (1971-1979)

Député du Nord (11 mars 1973), réélu en 1978, 1981, 1986, 1988

Représentant de l'Assemblée des Communautés européennes et vice-président de la Commission politique de cette assemblée (1979-1980)

Premier ministre du 21 mai 1981 au 17 juillet 1984

Président de la Fédération mondiale des villes jumelées (septembre 1984 - décembre 1992)

Président de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (juin 1987 - mai 1990)

Premier secrétaire du Parti socialiste (14 mai 1988 - 9 janvier 1992)

Membre du Bureau national du Parti socialiste (octobre 1995 - juin 2013)

Président de la Fondation Jean-Jaurès (29 janvier 1992 - 7 juin 2013)

Président de l'Internationale socialiste de 1992 à 1999, puis président d'honneur jusqu'en 2013

Sénateur du Nord (2 octobre 1992 - 30 septembre 2011)

Président de la Mission opérationnelle transfrontalière (mai 2001 - mai 2008)



Secrétaire national des
Jeunes socialistes.
DR / Coll. Fondation Jean-Jaurès

Journée de la
Fédération Léo
Lagrange,
Le Quesnoy (59),
le 28 juillet 1964.
DR / Coll. Fondation
Jean-Jaurès



Congrès de la Fédération Léo-Lagrange, 1966.
DR / Coll. Fondation Jean-Jaurès



Avec Guy Mollet, tribune du congrès de la SFIO à Puteaux, décembre 1968.
© FJJ-MPG



Réunion du Parti socialiste, 1970.
© FJJ-MPG



Congrès d'Epina-sur-Seine, juin 1971.
© FJJ-MPG



Augustin Laurent
transmet son
écharpe de maire
de Lille, avril 1973.
DR / Coll. Fondation
Jean-Jaurès



Rencontre avec Willy Brandt, décembre 1973.
DR / Coll. Fondation Jean-Jaurès



Avec François Mitterrand aux Assises du socialisme, octobre 1974.
© FJJ-MPG



Congrès de Metz, avril 1979.
© FJJ-MPG



En meeting à Lille avec François Mitterrand, candidat à l'élection présidentielle, le 5 mai 1981.
© FJJ-MPG



Campagne électorale pour les élections législatives dans le XVIII^e arrondissement de Paris, avec Roger Fajardie, Bertrand Delanoë, Lionel Jospin et Claude Estier, le 17 juin 1981.
© FJJ-MPG



Deuxième gouvernement de Pierre Mauroy, le 24 juin 1981.
© Service photographique de la Présidence de la République



Portrait dans le jardin de l'Hôtel Matignon, août 1981.
© Service photographique du Premier ministre



Avec Margareth Thatcher à Lille, le 20 janvier 1986.
DR/IFM



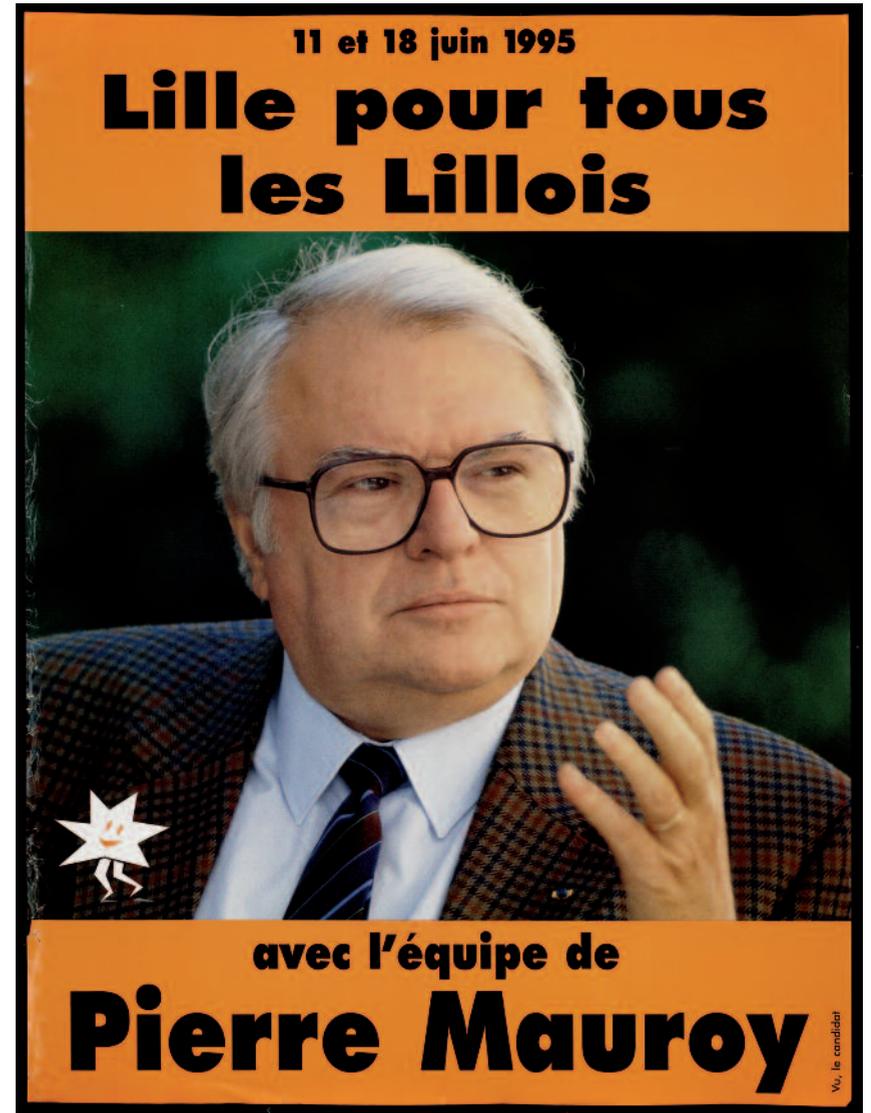
Inauguration du TGV Nord avec François Mitterrand et Jacques Fournier,
président de la SNCF, le 18 mai 1993.
DR/IFM



Avec Mikhaïl Gorbatchev et François Mitterrand, le 4 juillet 1989.
DR/IFM



Rencontre avec Nelson Mandela, décembre 1993.
DR / Coll. Fondation Jean-Jaurès



Affiche électorale, élections municipales de 1995.
Coll. Fondation Jean-Jaurès



Avec Yasser Arafat et Ehud Barak au congrès de l'Internationale socialiste à Paris, novembre 1999.
© Philippe Grangeaud / Parti socialiste



Avec François Hollande au premier Rassemblement des élus socialistes, le 3 juillet 2004.
© Philippe Grangeaud / Parti socialiste



A la tribune du congrès de l'Internationale socialiste à Paris, avec Tony Blair, Antonio Guterres, Luis Ayala, Lionel Jospin et Gerhard Schröder, novembre 1999.
DR / Coll. Fondation Jean-Jaurès



Avec Henri Emmanuelli, Martine Aubry et Lionel Jospin pour les trente ans du 10 mai 1981.
© Philippe Grangeaud / Parti socialiste



Dans son bureau 12 Cité Malesherbes,
avec Jean-Marc Ayrault, Premier ministre, le 2 avril 2013.
© Fondation Jean-Jaurès

COLLECTION DIRIGÉE PAR GILLES FINCHELSTEIN
ET LAURENT COHEN

ISBN : 978-2-36244-062-5

© EDITIONS FONDATION JEAN-JAURES
12 CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS
www.jean-jaures.org

Réalisation : REFLETSGRAPHICS
Imprimé en France par l'imprimerie PANOPLY
AOÛT 2013

Une vie socialiste

En septembre 2009, la journaliste Michèle Cotta avait interviewé Pierre Mauroy dans le cadre de l'émission *A voix nue* produite et diffusée par France Culture. Cinq longs entretiens dans lesquels Pierre Mauroy raconte son parcours, revient sur ses engagements et se dit, une fois encore, socialiste, « naturellement ».

Pierre Mauroy nous livre ainsi un témoignage précieux sur les combats – démocratie, liberté, justice sociale – qui ont fait sa vie et les fonctions – militant, élu, homme d'Etat – qu'il a incarnées avec énergie et imagination.

Ces entretiens sont complétés par les hommages que lui ont rendus son pays, son parti et sa ville à travers leur plus haut représentant.



Pierre Mauroy

Pierre Mauroy (1928-2013) est le Premier ministre socialiste de la V^e République (1981-1984). Maire de Lille (1973-2001), sénateur du Nord (1992-2011), il est également Premier secrétaire du Parti socialiste (1988-1992) et président de l'Internationale socialiste (1992-1999). En 1992, il crée la Fondation Jean-Jaurès qu'il préside jusqu'à son décès.



ISBN : 978-2-36244-062-5
12 €

